



MDA Space Ltd.

États financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(en millions de dollars canadiens)



KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l.
100 New Park Place, bureau 1400
Vaughan (Ontario) L4K 0J3
Canada
Téléphone 905-265-5900
Télécopieur 905-265-6390

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires de MDA Space Ltd.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de MDA Space Ltd. (l'« entité »), qui comprennent :

- les états consolidés de la situation financière au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024;
- les états consolidés du résultat global pour les exercices clos à ces dates;
- les états consolidés des variations des capitaux propres pour les exercices clos à ces dates;
- les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates;
- ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des informations significatives sur les méthodes comptables

(ci-après, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de l'entité au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes IFRS de comptabilité publiées par l'International Accounting Standards Board.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers** » de notre rapport de l'auditeur.

Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2025. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l'audit qui doivent être communiquées dans notre rapport de l'auditeur.

Évaluation des coûts estimés totaux pour l'achèvement de contrats au titre de la comptabilisation des produits

Description de la question

Nous attirons l'attention sur les notes 2 c), 3 c) et 7 des états financiers. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, l'entité a comptabilisé des produits tirés de contrats conclus avec des clients de 1 633,2 millions de dollars. L'entité comptabilise les produits tirés des contrats à prix fixe et des contrats à prix coûtant majoré avec plafond selon la méthode du pourcentage d'avancement en fonction du ratio entre les coûts du contrat engagés à ce jour et les coûts estimés totaux.

L'estimation des coûts totaux exige l'exercice du jugement à l'égard de certains éléments, notamment la productivité de la main-d'œuvre, la complexité et l'étendue des travaux à exécuter, le coût des matériaux, le temps nécessaire à la réalisation des travaux et leur exécution par des sous-traitants.

Raisons pour lesquelles il s'agit d'une question clé de l'audit

Nous avons déterminé que l'évaluation des coûts estimés totaux pour l'achèvement de contrats au titre de la comptabilisation des produits constituait une question clé de l'audit. Cette question concerne un aspect considéré comme présentant des risques importants d'anomalies significatives en raison de l'ampleur du solde et du degré élevé de subjectivité et d'incertitude relative aux estimations lors de la détermination des coûts estimés totaux à engager pour chaque obligation de prestation. Des jugements importants de la part de l'auditeur ont été nécessaires à l'évaluation des résultats de nos procédures d'audit.

Façon dont la question a été traitée dans le cadre de l'audit

Les procédures qui suivent sont les principales procédures que nous avons mises en œuvre pour traiter cette question clé de l'audit.

Nous avons évalué la conception et testé l'efficacité du fonctionnement de certains contrôles à l'égard de l'examen par l'entité des coûts totaux prévus pour l'achèvement de contrats au titre de la comptabilisation des produits. Ces contrôles comprenaient des contrôles d'examen par la direction à l'égard de l'établissement des budgets et du suivi des coûts totaux d'achèvement.

Nous avons comparé l'estimation initiale et l'estimation de la période précédente par l'entité des coûts totaux à engager avec les coûts réels engagés pour des contrats achevés sélectionnés afin d'apprécier la capacité de l'entité à estimer les coûts avec exactitude.

Pour les contrats générant des produits sélectionnés, nous avons interrogé le personnel opérationnel de l'entité responsable du projet au sujet de l'état d'avancement du projet afin d'évaluer les progrès réalisés à ce jour et nous avons inspecté la documentation source, comme les contrats, les ordres de modification et la correspondance, ainsi que les documents sous-jacents, afin d'apprécier les coûts totaux prévus par obligation de prestation à l'égard du contrat.

Pour les contrats générant des produits sélectionnés, nous avons évalué les coûts totaux prévus à engager à l'égard des obligations de prestation restant à remplir en comparant les coûts engagés après la clôture de l'exercice aux coûts prévus.

Évaluation de la juste valeur des immobilisations incorporelles de technologie exclusive acquises dans le cadre de l'acquisition de SatixFy Communications Ltd.

Description de la question

Nous attirons l'attention sur les notes 2 c), 3 m) et 5 des états financiers. Le 2 juillet 2025, l'entité a acquis la totalité des actions en circulation de SatixFy Communications Ltd. pour une contrepartie totale de 448,3 millions de dollars. Il a été déterminé que la juste valeur des immobilisations incorporelles de technologie exclusive s'établissait à 298,7 millions de dollars. L'entité a estimé la juste valeur des immobilisations incorporelles de technologie exclusive acquises dans le cadre de l'acquisition de SatixFy Communications Ltd. à l'aide de la méthode du coût de remplacement. La méthode du coût de remplacement est une méthode d'évaluation selon laquelle la juste valeur d'une immobilisation incorporelle est estimée en fonction des coûts estimés nécessaires à la création ou à l'acquisition d'un actif comparable à la date de la transaction.

Les estimations importantes comprennent les coûts de mise en valeur, les facteurs d'obsolescence, les marges bénéficiaires prévues du promoteur et le taux de rendement requis.

Raisons pour lesquelles il s'agit d'une question clé de l'audit

Nous avons déterminé que l'évaluation de la juste valeur des immobilisations incorporelles de technologie exclusive acquises dans le cadre de l'acquisition de SatixFy Communications Ltd. constituait une question clé de l'audit. Cette question concerne un aspect considéré comme présentant des risques importants d'anomalies significatives en raison de l'ampleur du solde et du degré élevé d'incertitude relative aux estimations dans le choix des hypothèses. Des jugements importants de la part de l'auditeur et la participation de professionnels possédant des compétences et des connaissances spécialisées ont été nécessaires à l'évaluation de la méthodologie et de certaines hypothèses.

Façon dont la question a été traitée dans le cadre de l'audit

Les procédures qui suivent sont les principales procédures que nous avons mises en œuvre pour traiter cette question clé de l'audit.

Nous avons effectué le rapprochement des coûts de mise en valeur historiques sélectionnés avec les documents sous-jacents de SatixFy Communications Ltd.

Nous avons évalué les facteurs d'obsolescence en tenant compte de l'obsolescence fonctionnelle et économique. Il s'agissait notamment d'évaluer le caractère approprié de l'appréciation par la direction de certaines composantes des technologies qui n'étaient plus nécessaires ou qui ne devaient plus être remplacées, et d'évaluer la cohérence du niveau d'obsolescence présumé avec la durée de vie économique restante prévue des technologies.

Nous avons évalué l'hypothèse relative aux marges bénéficiaires prévues du promoteur en la comparant aux données de marché publiées pour des entités ayant des technologies comparables et aux marges bénéficiaires historiques de l'entité pour les produits soutenus par des technologies comparables.

Nous avons demandé à des professionnels en évaluation possédant des compétences et des connaissances spécialisées de participer à la mission. Ces professionnels nous ont aidés :

- à évaluer le caractère approprié de la méthode d'évaluation;
- à évaluer l'hypothèse relative au taux de rendement requis en la comparant à des fourchettes qui ont été élaborées de façon indépendante à l'aide de données de marché publiées, y compris des données disponibles pour des entités comparables.

Évaluation du test de dépréciation du goodwill de l'unité génératrice de trésorerie Renseignement géospatial

Description de la question

Nous attirons l'attention sur les notes 2 c), 3 k), 3 l) et 16 des états financiers. Le solde du goodwill de l'entité s'élève à 800,4 millions de dollars, dont une tranche de 285,9 millions de dollars se rapporte à l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») Renseignement géospatial. Un test de dépréciation du goodwill est effectué au moins une fois l'an, au 31 décembre, au niveau le plus bas du groupe d'UGT auquel le goodwill est affecté.

Lorsque le test de dépréciation est effectué, la valeur recouvrable de l'UGT est évaluée en fonction de la valeur la plus élevée entre i) la valeur d'utilité et ii) la juste valeur diminuée des coûts de sortie. La valeur d'utilité des UGT auxquelles le goodwill est testé a été estimée à l'aide de prévisions préparées par l'entité pour les cinq prochains exercices. Pour préparer les prévisions, l'entité utilise des hypothèses importantes concernant la croissance des produits, le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements, le taux de croissance final et le taux d'actualisation.

Raisons pour lesquelles il s'agit d'une question clé de l'audit

Nous avons déterminé que l'évaluation du test de dépréciation du goodwill de l'UGT Renseignement géospatial constituait une question clé de l'audit. Cette question concerne un aspect considéré comme présentant des risques importants d'anomalies significatives en raison de l'ampleur du solde et du degré élevé d'incertitude relative aux estimations dans l'évaluation de la valeur d'utilité. Une attention importante de la part de l'auditeur, des jugements importants de la part de l'auditeur, ainsi que la participation de professionnels possédant des compétences et des connaissances spécialisées ont été nécessaires à l'évaluation des résultats de nos procédures d'audit.

Façon dont la question a été traitée dans le cadre de l'audit

Les procédures qui suivent sont les principales procédures que nous avons mises en œuvre pour traiter cette question clé de l'audit.

Nous avons comparé les hypothèses relatives à la croissance des produits et au bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements prévus avec la croissance des produits et le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements historiques réels de l'UGT afin d'évaluer la capacité de l'entité à faire preuve de précision dans l'élaboration des hypothèses relatives aux flux de trésorerie. Nous avons comparé les hypothèses relatives à la croissance des produits aux contrats fermes existants, sur la base d'un échantillon.

Nous avons tenu compte des changements dans les situations ou les événements pour apprécier les hypothèses posées en vue d'arriver aux estimations relatives aux produits futurs prévus.

Nous avons demandé à des professionnels en évaluation possédant des compétences et des connaissances spécialisées de participer à la mission. Ces professionnels nous ont aidés :

- à évaluer l'hypothèse relative au taux de croissance final en la comparant aux attentes au titre de l'inflation à long terme;
- à évaluer le caractère approprié de l'hypothèse relative au taux d'actualisation en la comparant à une fourchette de taux d'actualisation qui a été élaborée de façon indépendante à l'aide de données de marché publiées, y compris des données disponibles pour des entités comparables.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- des informations contenues dans le rapport de gestion;
- des informations contenues dans un document susceptible de s'intituler « Rapport annuel 2025 », autres que les états financiers et le rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons et n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, et à demeurer attentifs aux éléments indiquant que les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu les informations contenues dans le rapport de gestion à la date du présent rapport de l'auditeur. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le rapport de l'auditeur.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Nous nous attendons à obtenir les informations contenues dans un document susceptible de s'intituler « Rapport annuel 2025 », autres que les états financiers et le rapport de l'auditeur sur ces états, après la date du présent rapport de l'auditeur. Si, à la lumière des travaux que nous effectuerons sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes IFRS de comptabilité publiées par l'International Accounting Standards Board, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport de l'auditeur sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport de l'auditeur. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit;
- nous fournissons aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu;
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe de façon à obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit réalisés aux fins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.



- parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport de l'auditeur, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport de l'auditeur parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

KPMG A.R.L. / S.E.N.C.R.L.

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur est délivré est Laura Price.

Vaughan, Canada

Le 3 mars 2026

MDA Space Ltd.

État consolidé du résultat global

Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

	Note	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Produits	7, 8	1 633,2 \$	1 080,1 \$
Coût des ventes			
Matières premières, main-d'œuvre et sous-traitants	9	(1 168,6)	(754,6)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	14, 15, 16	(54,9)	(43,8)
Bénéfice brut		409,7	281,7
Charges d'exploitation			
Frais de vente et charges générales et administratives	9	(111,5)	(78,6)
Recherche et développement, montant net	9	(38,1)	(36,9)
Amortissement des immobilisations incorporelles	16	(84,6)	(47,0)
Rémunération fondée sur des actions	21	(17,7)	(12,4)
Bénéfice d'exploitation		157,8	106,8
Autres produits (charges)			
Profit latent sur les instruments financiers		5,0	1,2
(Perte) profit de change		(2,2)	17,5
Produits financiers	18	7,8	7,0
Charges financières	18	(17,0)	(28,0)
Autres produits		1,0	6,5
Bénéfice avant impôt sur le résultat		152,4	111,0
Charge d'impôt sur le résultat	26	(43,9)	(31,6)
Bénéfice net		108,5	79,4
Autres éléments du résultat global			
Profit (perte) à la conversion des établissements à l'étranger		0,9	(1,2)
Profit sur les couvertures de flux de trésorerie (après recouvrement d'impôt de néant en 2025 et de 0,4 \$ en 2024)		—	1,0
Profit lié à la réévaluation des régimes à prestations définies (après charge d'impôt de 1,6 \$ en 2025 et de 1,8 \$ en 2024)		4,7	5,1
Résultat global total		114,1 \$	84,3 \$
Résultat par action :			
De base	27	0,87 \$	0,66 \$
Dilué	27	0,84	0,63
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation :			
De base	27	124 247 299	120 088 519
Dilué	27	129 711 641	126 049 042

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

MDA Space Ltd.
État consolidé de la situation financière
31 décembre 2025 et 2024
(en millions de dollars canadiens)

Au	Note	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie		152,0 \$	166,7 \$
Clients et autres débiteurs	10	145,3	75,9
Créances non facturées	11	187,5	250,1
Stocks	12	23,5	8,1
Impôt sur le résultat à recevoir		52,9	54,0
Autres actifs courants	13	53,3	71,7
		614,5	626,5
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles	14	649,6	496,6
Actifs au titre de droits d'utilisation	15	114,5	115,4
Immobilisations incorporelles	16	876,7	580,0
Goodwill	16	800,4	441,0
Participations dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	23	11,3	—
Actifs d'impôt différé	26 d)	10,0	9,9
Autres actifs non courants	13	279,2	328,1
		2 741,7	1 971,0
Total des actifs		3 356,2 \$	2 597,5 \$
Passifs et capitaux propres			
Passifs courants			
Créditeurs et charges à payer		391,4 \$	248,7 \$
Impôt sur le résultat à payer		11,0	1,9
Passifs sur contrat	7 d)	798,9	761,3
Partie courante du montant net des avantages du personnel à payer	19	77,1	60,2
Partie courante des obligations locatives	15	20,2	16,2
Autres passifs courants	20	19,2	2,7
		1 317,8	1 091,0
Passifs non courants			
Montant net des avantages du personnel à payer	19	23,4	23,7
Obligations locatives	15	118,9	120,6
Dette à long terme	17	272,0	—
Passifs d'impôt différé	26 d)	245,7	185,4
Autres passifs non courants	20	23,4	0,8
		683,4	330,5
Total des passifs		2 001,2	1 421,5
Capitaux propres			
Actions ordinaires	25 b)	1 042,7	975,8
Surplus d'apport		36,0	38,0
Cumul des autres éléments du résultat global		29,1	23,5
Résultats non distribués		247,2	138,7
Total des capitaux propres		1 355,0	1 176,0
Total des passifs et des capitaux propres		3 356,2 \$	2 597,5 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

MDA Space Ltd.

État consolidé des variations des capitaux propres

Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(en millions de dollars canadiens)

	Actions ordinaires				Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
	Note	Nombre	Montant	Surplus d'apport			
Au 1 ^{er} janvier 2025		121 531 699	975,8 \$	38,0 \$	23,5 \$	138,7 \$	1 176,0 \$
Émission d'actions ordinaires en lien avec les attributions fondées sur des actions	21	4 789 302	66,9	(16,9)	—	—	50,0
Bénéfice net		—	—	—	—	108,5	108,5
Autres éléments du résultat global		—	—	—	5,6	—	5,6
Rémunération fondée sur des actions réglée en instruments de capitaux propres	21	—	—	12,8	—	—	12,8
Incidence fiscale de la rémunération fondée sur des actions		—	—	2,1	—	—	2,1
Au 31 décembre 2025		126 321 001	1 042,7 \$	36,0 \$	29,1 \$	247,2 \$	1 355,0 \$
Au 1 ^{er} janvier 2024		119 514 919	956,1 \$	31,3 \$	18,6 \$	58,7 \$	1 064,7 \$
Émission d'actions ordinaires en lien avec les attributions fondées sur des actions	21	2 016 780	19,7	(7,9)	—	—	11,8
Bénéfice net		—	—	—	—	79,4	79,4
Autres éléments du résultat global		—	—	—	5,5	—	5,5
Rémunération fondée sur des actions réglée en instruments de capitaux propres	21	—	—	10,4	—	—	10,4
Incidence fiscale de la rémunération fondée sur des actions		—	—	4,2	—	—	4,2
Dissolution d'une filiale inactive		—	—	—	(0,6)	0,6	—
Au 31 décembre 2024		121 531 699	975,8 \$	38,0 \$	23,5 \$	138,7 \$	1 176,0 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(Les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

	Note	Exercice clos le 31 décembre 2025	Exercice clos le 31 décembre 2024
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Bénéfice net		108,5 \$	79,4 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :			
Charge d'impôt sur le résultat		43,9	31,6
Amortissement des immobilisations corporelles	14	29,0	19,8
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	15	13,3	11,9
Amortissement des immobilisations incorporelles	16	98,3	59,3
Profit sur la sortie d'actifs	6	—	(5,8)
Dépréciation d'actifs		—	3,3
Rémunération fondée sur des actions réglée en instruments de capitaux propres	21 a)	12,8	10,4
Crédits d'impôt à l'investissement comptabilisés		(46,1)	(42,6)
Charges financières nettes	18	9,2	21,0
Profit latent sur les instruments financiers		(5,0)	(1,2)
Variation des actifs et passifs d'exploitation	29	154,3	636,5
		418,2	823,6
Intérêts payés		(15,0)	(25,4)
Impôt sur le résultat reçu, montant net		4,3	14,5
Entrées nettes liées aux activités d'exploitation		407,5	812,7
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	14	(175,3)	(141,2)
Acquisition/développement d'immobilisations incorporelles	16	(100,1)	(63,7)
Subventions gouvernementales au titre des dépenses d'investissement		33,2	7,0
Produit de la sortie d'actifs	6	0,2	7,4
Acquisition de filiales, après déduction de la trésorerie	5	(362,6)	(27,3)
Placement dans des titres de capitaux propres		—	(9,2)
Participation dans une entreprise associée comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	22	(10,0)	—
Sorties nettes liées aux activités d'investissement		(614,6)	(227,0)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Produit de la facilité de crédit de premier rang	17 d)	395,0	110,0
Produit de l'émission de billets de premier rang non garantis	17 d)	250,0	—
Remboursements de prêts consentis par des institutions financières		(468,2)	(550,0)
Coûts de transaction liés aux prêts et emprunts		(8,3)	—
Paievements au titre des obligations locatives (capital)	15	(10,2)	(7,9)
Paievements au titre des bons de souscription de SatixFy		(12,0)	—
Produit de l'exercice d'options sur actions		50,0	11,8
Entrées nettes liées aux activités de financement		196,3	(436,1)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie		(10,8)	149,6
Écarts de conversion, montant net, sur la trésorerie		(3,9)	(5,4)
Trésorerie à l'ouverture de la période		166,7	22,5
Trésorerie à la clôture de la période		152,0 \$	166,7 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

1. Nature des activités

MDA Space Ltd et ses filiales (collectivement, « MDA Space » ou la « Société ») sont des partenaires de mission de confiance de missions spatiales de pointe. Les capacités techniques reconnues, le portefeuille de technologies spatiales et l'expertise en mission spatiale de la Société en font un partenaire de confiance de choix pour un large éventail de clients à l'échelle mondiale. La Société met à profit ses capacités pour favoriser l'exploration spatiale et les infrastructures de nouvelle génération, la communication spatiale, ainsi que les missions d'observation de la Terre et d'observation spatiale. Les solutions et services de technologie spatiale de la Société permettent aux gouvernements et aux entreprises de développer et d'exploiter des infrastructures spatiales critiques utilisées pour l'exploration et la science menée dans l'espace, de faire des recherches, de mettre au point et d'exploiter des systèmes de communications basés dans l'espace à l'appui de notre monde connecté, ainsi que de surveiller l'activité à l'échelle mondiale, y compris les changements climatiques, les activités de pêche illégales et non réglementées, et la détection de déversements de pétrole. Les technologies et les solutions de la Société sont également déployées pour la défense ainsi que pour les applications de renseignement et les missions d'observation spatiale. MDA Space exerce ses activités dans trois secteurs d'activité : le renseignement géospatial, la robotique et les opérations spatiales, et les systèmes satellitaires, dans des installations et des sites au Canada, au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Israël et en Bulgarie. La Société collabore et s'associe à des gouvernements et à des agences spatiales, à des entreprises spatiales commerciales, ainsi qu'à des maîtres d'œuvre en défense et en aérospatiale dans le secteur spatial.

MDA Space Ltd. a été constituée en vertu d'une série de restructurations d'entité juridique. Le 8 avril 2020, Neptune Acquisition Inc. (« NAI »), une société affiliée de Northern Private Capital Ltd a acquis une participation en capitaux propres de 100 % dans MDA GP Holdings Ltd., MDA Systems Inc. et Maxar Technologies ULC auprès de Maxar Technologies Inc. La contrepartie pour cette transaction s'est établie à 1 milliard de dollars. Immédiatement après la clôture, NAI a fusionné avec Maxar Technologies ULC et a changé sa dénomination pour Neptune Operations Ltd. (« NOL »). Le 2 juin 2020, Neptune Acquisition Holdings Inc. (« NAHI ») a été constituée sous le régime des lois de la province d'Ontario et est devenue la société mère de sa filiale entièrement détenue NOL. En mars 2021, NAHI a changé sa dénomination pour MDA Ltd, puis à nouveau pour MDA Space Ltd. en avril 2024.

MDA Space Ltd. est constituée et domiciliée au Canada, et son siège social est situé au 7500 Financial drive, Brampton (Ontario) L6Y 6K7, Canada. Les actions ordinaires de MDA Space sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole « MDA ».

2. Base d'établissement

a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés de la Société ont été établis conformément aux Normes IFRS de comptabilité publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »).

Les états financiers consolidés ont été approuvés par le conseil d'administration de MDA Space le 3 mars 2026.

b) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés de la Société ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des actifs et passifs des régimes de retraite et des actifs et passifs suivants qui sont évalués à la juste valeur : les instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »), les instruments financiers dérivés et les montants déterminés à la comptabilisation initiale des actifs acquis et des passifs repris dans un regroupement d'entreprises. Les actifs et passifs des régimes de retraite sont comptabilisés à la valeur actualisée des passifs au titre des prestations définies après déduction de la juste valeur des actifs des régimes. Les autres passifs au titre des avantages complémentaires de retraite sont comptabilisés à la valeur actualisée du passif au titre des prestations définies.

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

c) Estimations et jugements comptables critiques

L'établissement d'états financiers consolidés conformes aux Normes IFRS de comptabilité exige que la direction ait recours à son jugement et fasse des estimations qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions.

Des informations concernant les jugements critiques posés lors de l'application des méthodes comptables qui ont l'incidence la plus importante sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont fournies ci-après :

- *Produits* : La Société comptabilise les produits tirés des contrats à prix fixe et des contrats à prix coûtant majoré avec plafond selon la méthode du pourcentage d'avancement en fonction du ratio entre les coûts du contrat engagés à ce jour et les coûts estimés totaux. Chaque mois, la Société examine les coûts engagés à ce jour et les coûts estimés pour réaliser chaque projet afin de déterminer si l'application de la méthode du pourcentage d'avancement demeure appropriée. L'estimation des coûts totaux exige l'exercice du jugement à l'égard de certains éléments, notamment la productivité de la main-d'œuvre, la complexité et l'étendue des travaux à exécuter, le coût des matériaux, le temps nécessaire à la réalisation des travaux et leur exécution par des sous-traitants. Cette estimation a une incidence directe sur les produits comptabilisés dans chaque période de présentation de l'information financière ainsi que sur les soldes des créances non facturées et des passifs sur contrat à la date de clôture. Les changements d'estimations sont comptabilisés au moyen d'un ajustement cumulatif et pourraient entraîner des ajustements à la baisse des produits.
- *Dépréciation des actifs non financiers* : La valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie auxquelles le goodwill et les immobilisations incorporelles sont testés a été estimée à l'aide de prévisions préparées par la direction pour les cinq prochains exercices. Pour préparer les prévisions, la direction utilise des hypothèses importantes concernant la croissance des produits, le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements et le taux de croissance final. Ces estimations sont fondées sur l'expérience passée et sur les attentes de la direction à l'égard des fluctuations futures du marché et des initiatives de croissance prévue. Les résultats réels pourraient différer de ces flux de trésorerie futurs estimés, ce qui pourrait entraîner des ajustements importants des actifs dans les périodes de présentation de l'information financière ultérieures. L'incertitude relative aux estimations dans le calcul de la valeur d'utilité comprend également la détermination des taux d'actualisation appropriés.
- *Crédits d'impôt à l'investissement* : Les crédits d'impôt à l'investissement, qu'ils soient ou non comptabilisés dans les états financiers consolidés, peuvent être reportés en avant pour réduire l'impôt sur le résultat provincial et fédéral à payer au Canada. La Société applique son jugement afin de déterminer si le seuil d'assurance raisonnable a été atteint pour comptabiliser les crédits d'impôt à l'investissement dans les états financiers consolidés. Elle doit interpréter les critères d'admissibilité conformément aux lois fiscales canadiennes et évaluer si elle générera un bénéfice imposable futur auquel les crédits d'impôt à l'investissement pourront être appliqués. Pour les crédits d'impôt à l'investissement qui ne satisfont pas aux critères de comptabilisation dans les états financiers consolidés, la direction revoit continuellement ces interprétations et évaluations et comptabilise les crédits d'impôt à l'investissement relatifs aux charges de la période précédente au cours de la période où les critères d'assurance raisonnable ont été remplis. Tout changement dans les interprétations et les évaluations peut avoir une incidence sur le montant des crédits d'impôt à l'investissement comptabilisés dans les états financiers consolidés et sur le moment où ils sont comptabilisés.

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

- **Impôts sur le résultat** : Le calcul de l'impôt exigible et de l'impôt différé exige que la direction pose certains jugements dans l'interprétation des règles et règlements fiscaux. L'exercice du jugement est également nécessaire pour évaluer si la Société peut recouvrer un actif d'impôt différé en fonction de l'appréciation que fait la direction des lois fiscales, des estimations de la rentabilité future et des stratégies de planification fiscale.
- **Regroupement d'entreprises** : Dans un regroupement d'entreprises, les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont comptabilisés à leur juste valeur. La Société a estimé la juste valeur des immobilisations incorporelles de technologie exclusive acquises dans le cadre de l'acquisition de SatixFy Communications Ltd. à l'aide de la méthode du coût de remplacement. La méthode du coût de remplacement est une méthode d'évaluation selon laquelle la juste valeur d'une immobilisation incorporelle est estimée en fonction des coûts estimés nécessaires à la création ou à l'acquisition d'un actif comparable à la date de la transaction. Les estimations importantes utilisées pour estimer la juste valeur des immobilisations incorporelles de technologie exclusive acquises comprennent des hypothèses non observables importantes telles que les coûts de mise en valeur, les facteurs d'obsolescence, les marges bénéficiaires prévues du promoteur et le taux de rendement requis. Les facteurs d'obsolescence comportent une incertitude inhérente, car ils sont tributaires de l'évaluation de l'obsolescence fonctionnelle et économique de technologies exposées à des changements technologiques rapides. Tout changement relativement mineur d'une ou de plusieurs de ces hypothèses importantes pourraient faire en sorte que l'évaluation de la juste valeur diffère de manière significative. Compte tenu du fait que les technologies exclusives acquises sont des technologies de nouvelle génération et de l'absence de transactions observables sur le marché pour des actifs comparables, l'évaluation de la juste valeur comporte une incertitude relative aux estimations.

3. Résumé des méthodes comptables significatives

a) Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et ceux des entités qu'elle contrôle. La Société contrôle une entité lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. Toutes les filiales de la Société sont entièrement détenues. Les résultats financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés de la Société à partir de la date de la prise du contrôle jusqu'à la date de la perte du contrôle. Les soldes et transactions intragroupe sont éliminés au moment de la consolidation.

Le tableau ci-dessous présente les filiales les plus importantes de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024, en fonction des produits. La Société détenait une participation de 100 % dans toutes les filiales énumérées ci-dessous.

Entité	Pays de constitution
MacDonald, Dettwiler and Associates Inc.	Canada
MacDonald, Dettwiler and Associates Corporation	Canada
MDA Geospatial Services Inc.	Canada
MDA Systems Ltd.	Canada

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

b) Conversion des comptes des établissements à l'étranger et des transactions en monnaie étrangère

Ces états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

i) *Transactions et soldes*

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les actifs et passifs non monétaires, ainsi que les produits et les charges libellés en monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date des transactions respectives. Les profits et pertes de change découlant du règlement de ces transactions sont comptabilisés en résultat net.

ii) *Conversion des comptes des établissements à l'étranger*

Les actifs et les passifs des filiales dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen. Les écarts de conversion qui en résultent sont inclus dans les autres éléments du résultat global (« AERG »).

c) Comptabilisation des produits

La Société conclut des contrats avec des clients pour la mise au point de systèmes personnalisés, la construction de composantes robotiques et satellitaires, la fourniture de données d'imagerie satellitaire et d'analyses connexes, ainsi que la prestation de services de maintenance et de soutien.

La Société comptabilise un contrat lorsqu'il existe des droits et des obligations ayant force exécutoire entre elle et son client, que le contrat a une substance commerciale, que les droits des parties et les conditions de paiement sont déterminés, que le recouvrement de la contrepartie est probable et que les deux parties ont approuvé le contrat. Deux ou plusieurs contrats conclus en même temps ou presque en même temps avec le même client sont regroupés aux fins de la comptabilisation des produits lorsque les contrats sont négociés en bloc et visent un objectif commercial unique ou lorsque les biens ou services visés par les contrats constituent une seule obligation de prestation.

Une obligation de prestation s'entend d'une promesse contenue dans un contrat qui prévoit la fourniture au client d'un bien ou d'un service distinct. Les contrats de la Société comportent généralement une seule obligation de prestation, puisque la promesse de fournir des biens ou des services individuels ne peut être identifiée séparément des autres promesses et, par conséquent, n'est pas distincte. Une modification d'un contrat existant est comptabilisée dans le cadre de celui-ci, sauf si elle prévoit l'ajout de biens ou de services qui sont distincts des biens ou services promis dans le contrat existant à des prix de vente spécifiques.

Les produits sont évalués en fonction de la contrepartie spécifiée au contrat. La Société comptabilise les produits à mesure qu'elle remplit ses obligations de prestation en transférant le contrôle des biens ou des services promis au client.

Les produits de la Société proviennent principalement des types de contrats suivants :

- Les produits tirés des contrats à prix fixe et des contrats à prix coûtant majoré avec un plafond sont généralement comptabilisés au fil du temps selon la méthode du pourcentage d'avancement en fonction du ratio entre les coûts du contrat engagés à ce jour et les coûts estimés totaux. Ces contrats constituent généralement une seule obligation de prestation en raison de la nature intégrée des biens ou services. La contrepartie prévue dans ces contrats comprend le prix contractuel spécifié et les montants variables prévus liés aux paiements incitatifs et aux dommages-intérêts fixés à l'avance établis par pondération probabiliste ou selon l'estimation la plus probable. Les montants variables sont inclus dans la contrepartie dans la mesure où il est hautement probable que le dénouement ultérieur de l'incertitude relative aux montants variables ne donnera pas lieu à un ajustement à la baisse important du montant cumulé des produits comptabilisés. La société facture habituellement des paiements d'étape à ses clients aux termes de ces types de contrats.
- Les produits tirés des contrats en régie sont comptabilisés au fil du temps à mesure que la Société engage des dépenses au titre de la main-d'œuvre et des matériaux aux taux de facturation contractuels pour chaque unité de main-d'œuvre et de matériaux engagés.

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

- Les produits tirés des contrats fondés sur les unités à livrer sont comptabilisés au moment où la Société livre le produit au client.
- Les produits tirés de contrats aux termes desquels la Société se tient prête à fournir des services sont comptabilisés selon le mode linéaire sur la durée exécutoire du contrat, étant donné que la Société se tient prête à fournir des services tout au long de la durée du contrat.

Les coûts du contrat comprennent les coûts directs comme les coûts des matières premières, de la main-d'œuvre et de la sous-traitance, ainsi que les coûts indirects comme les frais généraux qui se rapportent directement à la satisfaction des obligations de prestation en vertu du contrat. Les coûts sont comptabilisés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés.

d) Créances non facturées et passifs sur contrat

Les créances non facturées représentent les droits de la Société d'obtenir une contrepartie en échange des biens ou des services qu'elle a fournis à un client, mais non facturés à la date de clôture. Les créances non facturées sont virées aux créances clients lorsque les droits aux montants deviennent inconditionnels. Cela se produit généralement lorsque la Société émet une facture au client. Les créances non facturées sont ajustées en fonction des pertes de crédit attendues.

Les passifs sur contrat se rapportent à la contrepartie anticipée reçue des clients qui excède les produits comptabilisés aux termes du contrat.

e) Trésorerie

La trésorerie s'entend des fonds en caisse et des dépôts détenus auprès de banques.

f) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les montants liés à la construction d'un actif et aux essais auxquels il est soumis ainsi que tous les autres coûts directement attribuables au transfert de l'actif sur le site et pendant sa mise en état nécessaires pour qu'il puisse être exploité de la manière prévue par la direction.

La charge d'amortissement est comptabilisée selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'actif connexe jusqu'à le ramener à sa valeur résiduelle. Les durées d'utilité attendues et les modes d'amortissement sont revus annuellement.

Les durées d'utilité estimées des diverses catégories d'immobilisations corporelles de la Société sont les suivantes :

	Durée d'utilité estimée
Bâtiments	50 ans
Améliorations des bâtiments	10 ans
Améliorations locatives	Durée d'utilité ou durée du bail, selon la plus courte des deux
Équipement	5 ans
Mobilier et agencements	10 ans
Matériel informatique	3 ans

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

g) Contrats de location

La Société évalue, lors de la passation d'un contrat, si un contrat est ou contient un contrat de location, ce qui est le cas lorsque le contrat confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie.

La Société comptabilise des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives pour tous les contrats de location, sauf pour les contrats de location visant des actifs de faible valeur et les contrats de location à court terme d'une durée de 12 mois ou moins. La Société comptabilise en charges les paiements de loyer associés aux contrats visant des actifs de faible valeur et aux contrats de location à court terme selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

i) Actifs au titre de droits d'utilisation

La Société comptabilise les actifs au titre de droits d'utilisation à la date de début du contrat de location et les évalue initialement au coût, lequel correspond au montant de l'obligation locative initiale comptabilisé diminué des incitatifs reçus du bailleur. Le coût initial comprend également tous les coûts directs initiaux engagés, les paiements de loyer effectués avant la date de début et les coûts de remise en état estimés, le cas échéant. L'actif au titre du droit d'utilisation est ensuite amorti selon le mode linéaire sur la plus courte de la durée du contrat de location et de la durée d'utilité estimée de l'actif. L'actif au titre du droit d'utilisation est périodiquement diminué des pertes de valeur, le cas échéant, et est ajusté pour tenir compte de certaines réévaluations de l'obligation locative.

ii) Obligations locatives

À la date de début du contrat de location, la Société comptabilise les obligations locatives évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyer devant être effectués sur la durée du contrat de location, actualisés au moyen du taux d'actualisation marginal de la Société. La durée des contrats de location correspond à la période contractuelle durant laquelle les contrats de location sont non résiliables, à laquelle s'ajoutent les périodes durant lesquelles les contrats de location sont exécutoires et qui sont visées par toute option de renouvellement du contrat de location que la Société a la certitude raisonnable d'exercer.

Les paiements de loyers comprennent les paiements fixes (y compris les paiements fixes en substance), moins les avantages incitatifs à la location à recevoir, les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux et les montants qui devraient être payés au titre des garanties de valeur résiduelle. S'il y a lieu, les paiements de loyers comprennent également le prix d'exercice d'une option d'achat que la Société a la certitude raisonnable d'exercer et le paiement des pénalités pour la résiliation du contrat de location, si la durée du contrat de location reflète l'exercice par la Société de l'option de résiliation. Les loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle se produit l'événement ou la condition qui déclenche le paiement.

La Société a également conclu certains contrats de location qui incluent des paiements qui ne sont pas liés à la fourniture de biens ou de services par le bailleur à la Société (par exemple, les frais de nettoyage des aires communes d'un immeuble et des frais ou autres coûts administratifs) et qui sont considérés comme des composantes non locatives. Ces montants ne sont pas inclus dans les paiements de loyer.

Après l'évaluation initiale, la Société évalue les obligations locatives au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les obligations locatives sont réévaluées lorsqu'il y a un changement dans la durée du contrat de location, un changement dans les paiements de loyers futurs découlant d'une variation d'un indice ou d'un taux, ou un changement dans l'évaluation d'une option d'achat de l'actif sous-jacent.

h) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont évaluées au coût à la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles acquises dans un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la date d'acquisition. Après la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

Le coût d'une immobilisation incorporelle générée en interne comprend tous les coûts directement attribuables nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation pour qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue par la direction.

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

L'amortissement est calculé sur la durée d'utilité estimée des immobilisations selon le mode linéaire, comme suit :

Immobilisation incorporelle	Durée d'utilité estimée
Technologies exclusives	de 3 à 20 ans
Relations clients	de 13 à 18 ans
Carnet de commandes contractuel	de 2 à 4 ans
Logiciels	de 2 à 10 ans
Marque de commerce MDA	20 ans

Les modes d'amortissement et les durées d'utilité sont revus annuellement.

i) Intérêts inscrits à l'actif

Une charge d'intérêts est inscrite à l'actif au titre des actifs qualifiés. Les actifs qualifiés sont des actifs qui nécessitent considérablement de temps avant d'être prêts pour leur utilisation prévue et qui incluent les immobilisations corporelles en cours de construction et les immobilisations incorporelles en cours de développement. Les intérêts inscrits à l'actif constituent une composante du coût de l'actif qualifié. Si les fonds affectés au financement d'un actif qualifié font partie d'emprunts à des fins générales, le montant inscrit à l'actif est calculé selon une moyenne pondérée des taux applicables aux emprunts pertinents au cours de la période. Si les fonds empruntés sont directement attribuables à un actif qualifié, le montant inscrit à l'actif représente les coûts d'emprunt propres à ces emprunts. L'inscription à l'actif prend fin lorsque l'actif est pratiquement achevé ou lorsque les travaux de construction ou de développement en cours prennent fin.

j) Recherche et développement

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Les frais de développement sont également comptabilisés en charges à mesure qu'ils sont engagés, sauf s'ils répondent à tous les critères d'inscription à l'actif aux termes de l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*. L'amortissement des frais de développement inscrits à l'actif commence lorsque l'actif est prêt pour utilisation.

k) Goodwill

Le goodwill est évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

Le goodwill découle de l'acquisition de filiales et représente l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise à la date d'acquisition.

l) Dépréciation d'actifs non financiers

À chaque date de clôture, la Société évalue s'il y a ou non un indice de dépréciation de ses immobilisations corporelles, de ses immobilisations incorporelles, de ses actifs au titre de droits d'utilisation et de son goodwill. S'il existe un quelconque indice, la Société soumet les actifs à un test de dépréciation. Un test de dépréciation du goodwill est effectué au moins une fois l'an, au 31 décembre, qu'il y ait un indice de dépréciation ou non.

Le test de dépréciation est effectué au niveau de l'actif, soit l'unité génératrice de trésorerie (« UGT »). Une UGT correspond au plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Le test de dépréciation du goodwill est effectué au niveau le plus bas du groupe d'UGT auquel le goodwill est affecté.

La Société effectue des tests de dépréciation en comparant la valeur comptable de l'UGT à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable de chaque UGT est évaluée en fonction de la valeur la plus élevée entre i) la valeur d'utilité et ii) la juste valeur diminuée des coûts de sortie. Si la valeur comptable excède la valeur recouvrable, une perte de valeur correspondant au montant de l'excédent est comptabilisée à l'état consolidé du résultat global. Les pertes de valeur sont d'abord portées en réduction de la valeur comptable du goodwill affectée à l'UGT, le montant résiduel des pertes de valeur est réparti au prorata des autres actifs de l'UGT, sans réduire la valeur comptable des actifs en deçà du plus élevé de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie, de leur valeur d'utilité et de zéro.

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

À l'exception du goodwill, toute reprise d'une perte de valeur est comptabilisée immédiatement dans l'état consolidé du résultat global. Une reprise de perte de valeur au titre d'une UGT est répartie au prorata des actifs de l'UGT. La valeur recouvrable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur, ne peut excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissements pour l'exercice à ce jour, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée au titre l'actif au cours d'exercices antérieurs.

m) Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière à leur juste valeur respective à la date d'acquisition. Les résultats d'exploitation après la date d'acquisition sont inclus à l'état consolidé du résultat global. Les coûts liés à l'acquisition sont comptabilisés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

n) Provisions

Une provision est comptabilisée si, du fait d'un événement passé, la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et s'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation.

Les provisions au titre des pertes sur contrats estimées sont comptabilisées à titre de provision pour contrats déficitaires dans la période au cours de laquelle la perte est déterminée. Les pertes sur contrats sont évaluées au montant de l'excédent des coûts estimés d'exécution d'un contrat sur le total des produits tirés du contrat estimés. Lors de l'évaluation des provisions pour contrats déficitaires, les coûts estimés d'exécution d'un contrat comprennent à la fois les coûts marginaux et une répartition des coûts directement liés aux activités contractuelles.

o) Avantages du personnel

i) Régimes de retraite à prestations définies et régimes d'avantages complémentaires de retraite

L'obligation nette de la Société au titre des régimes de retraite à prestations définies est calculée séparément pour chacun des régimes en estimant le montant des prestations futures que les employés ont gagnées au cours de la période écoulée et des périodes antérieures, en actualisant ce montant et en déduisant la juste valeur des actifs du régime, le cas échéant.

Les obligations au titre des prestations définies sont déterminées par un actuaire pour chaque régime selon la méthode des unités de crédit projetées, qui se fonde notamment sur les augmentations attendues des salaires pour déterminer les augmentations des prestations futures des régimes de retraite. Le taux d'actualisation correspond au rendement, à la date de clôture, des obligations de sociétés de grande qualité dont les dates d'échéance se rapprochent de celles des obligations de la Société et qui sont libellées dans la même monnaie que celle dans laquelle on s'attend à ce que les prestations soient versées. Les hypothèses actuarielles qui sont formulées à l'égard des taux d'actualisation, des augmentations attendues des salaires et de l'âge prévu des membres du personnel au moment de leur départ à la retraite reflètent l'expérience passée et les attentes futures de la Société.

Lorsque le calcul donne lieu à un avantage pour la Société, le montant de l'actif comptabilisé est limité à la valeur actualisée des avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursements futurs du régime, soit sous forme de diminution des cotisations futures au régime. Les exigences de financement minimal peuvent donner lieu à un passif supplémentaire dans la mesure où la Société est tenue de verser des cotisations pour couvrir une insuffisance dans ce régime particulier. Un avantage économique est disponible si la Société peut le réaliser pendant la durée de vie du régime ou au moment du règlement des passifs des régimes. La juste valeur des actifs du régime est fondée sur les prix du marché.

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

La Société détermine les charges d'intérêts nettes (produits d'intérêts nets) sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies pour la période en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour évaluer l'obligation au titre des prestations définies au début de l'exercice au passif (à l'actif) net au titre des prestations définies, en tenant compte de toute variation du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies au cours de la période résultant des cotisations et des versements de prestations. Les charges d'intérêts nettes (produits d'intérêts nets) sont comptabilisé(e)s en tant que composante des charges financières (produits financiers). La Société comptabilise le coût des services et les charges administratives liés aux régimes à prestations définies comme une composante du coût des ventes, des frais de vente et des charges générales et administratives. Les gains et pertes actuariels découlant d'ajustements liés à l'expérience, des changements dans les hypothèses actuarielles, du rendement des actifs des régimes (à l'exclusion des montants inclus dans les charges d'intérêts nettes) et de l'effet du plafond de l'actif (à l'exclusion des intérêts) sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global de la période au cours de laquelle ils surviennent.

Lorsque les prestations d'un régime sont modifiées ou qu'un régime fait l'objet d'une compression, le changement qui en résulte dans le passif net au titre des prestations lié aux services passés ou au gain ou à la perte découlant de la compression est immédiatement comptabilisé à l'état consolidé du résultat global.

ii) Régimes de retraite à cotisations définies

La Société maintient également, à l'intention de certains de ses employés, des régimes à cotisations définies aux termes desquels elle paie des cotisations fondées sur un pourcentage du salaire annuel des employés. Les obligations au titre des cotisations aux régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées comme une charge au titre des avantages du personnel à l'état consolidé du résultat global à mesure que les services sont rendus.

iii) Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi sont comptabilisées en charges si la Société est manifestement engagée et a un plan formalisé et détaillé, sans possibilité réelle de se rétracter, à mettre fin à l'emploi avant la date normale de mise à la retraite ou à octroyer des indemnités de cessation d'emploi à la suite d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Les indemnités de cessation d'emploi versées par suite d'un départ volontaire sont comptabilisées en charges si la Société a effectué une offre pour encourager les départs volontaires, s'il est probable que l'offre soit acceptée et si l'on peut déterminer de manière fiable le nombre de personnes qui accepteront l'offre.

p) Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. La charge d'impôt sur le résultat est comptabilisée en résultat, sauf dans la mesure où elle se rapporte à des éléments comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou dans les capitaux propres, auquel cas elle est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global ou dans les capitaux propres, respectivement.

L'impôt exigible est l'impôt qui devra vraisemblablement être payé à l'administration fiscale ou recouvré auprès de celle-ci au titre du bénéfice imposable ou de la perte fiscale reflétée dans l'état consolidé du résultat global pour l'exercice, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et il comprend également tout ajustement de l'impôt à payer relativement à des années antérieures.

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs aux fins de l'information financière et les montants utilisés à des fins fiscales. L'impôt différé n'est pas comptabilisé au titre des différences temporaires suivantes : la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs dans le cadre d'une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'a d'incidence ni sur le bénéfice comptable ni sur le bénéfice imposable ou la perte fiscale. En outre, aucun impôt différé n'est comptabilisé au titre des différences temporaires imposables qui résultent de la comptabilisation initiale du goodwill. L'impôt différé est évalué selon les taux d'impôt dont on attend l'application aux différences temporaires lorsque celles-ci s'inverseront, en fonction des lois adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture.

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés au titre des pertes fiscales inutilisées, des crédits d'impôt et des différences temporaires déductibles, dans la mesure où il est probable que l'on dégagera un bénéfice imposable futur auquel imputer ces éléments. Les actifs d'impôt différé sont revus à la date de clôture et des réserves sont constituées lorsque la réalisation de l'avantage fiscal connexe n'est plus probable.

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

Les actifs d'impôt différé et les passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôt exigible par des passifs d'impôt exigible et si les impôts différés se rapportent à la même entité imposable et à la même administration fiscale.

La Société comptabilise certaines positions fiscales incertaines lorsqu'elle estime qu'il est probable que la position fiscale sera maintenue après examen par l'administration fiscale sur la base de son bien-fondé sur le plan technique. La Société apporte des ajustements à ces positions fiscales incertaines comptabilisées lorsque les faits et les circonstances changent, comme l'achèvement d'une vérification fiscale ou la révision d'une estimation. La charge d'impôt sur le résultat comprend les effets des ajustements pour les positions fiscales incertaines ainsi que les intérêts et pénalités connexes.

q) Aide publique

L'aide publique obtenue par la Société comprend du financement provenant d'organismes gouvernementaux pour appuyer ses activités de recherche et développement (« R-D ») et pour acquérir ou mettre en valeur des actifs et des crédits d'impôt à l'investissement (« CII »).

Les subventions publiques sont comptabilisées après déduction des coûts connexes qu'elles sont censées compenser de façon systématique sur les périodes au cours desquelles les coûts connexes sont comptabilisés en charges. Les subventions publiques liées à l'acquisition d'actifs sont comptabilisées en réduction du coût de l'actif connexe.

Si l'aide publique devient remboursable, l'incidence à ce jour de l'aide précédemment comptabilisée à l'état consolidé du résultat global est renversée immédiatement dans la période au cours de laquelle l'aide devient remboursable.

Les CII qui devraient être recouvrés au-delà de 12 mois sont classés à titre d'actifs non courants. Les CII sont réputés équivaloir à de l'aide publique. Cette aide publique est demandée au titre des coûts admissibles engagés dans le cadre de projets de R-D.

r) Rémunération fondée sur des actions

En 2021, la Société a établi un régime incitatif général à long terme (le « régime général »). Le régime général est un régime fondé sur des actions, aux termes duquel la Société obtient des services des administrateurs et des membres du personnel en contrepartie d'instruments de capitaux propres de la Société. La Société peut émettre des options sur actions, des unités d'actions différées (« UAD »), des unités d'actions incessibles (« UAI ») et des unités d'actions attribuées en fonction du rendement (« UAR ») aux termes des modalités du régime général et des conventions d'attribution connexes conclues aux termes de celui-ci.

La Société a également mis en place une convention de fiducie relative à des actions à l'intention des membres du personnel aux termes de laquelle les membres du personnel admissibles se voient attribuer des actions détenues dans une société de fiducie (les « actions détenues en fiducie »), lesquelles actions sont libérées lorsque les conditions prescrites sont remplies.

Toutes les attributions fondées sur des actions de la Société ci-dessus sont réglées en instruments de capitaux propres et sont évaluées en fonction de leur juste valeur à la date d'attribution sans réévaluation ultérieure. Les conditions d'acquisition des droits autres que des conditions de marché sont comprises dans les hypothèses relatives au nombre d'attributions de titres de capitaux propres dont les droits devraient être acquis. La juste valeur à la date d'attribution de chaque attribution, déduction faite du nombre estimé de renonciations, est comptabilisée en charges graduellement sur la période d'acquisition des droits respective et un montant correspondant est inscrit à titre d'augmentation au surplus d'apport. Les renonciations sont estimées à la date d'attribution et sont révisées pour rendre compte de tout changement au titre des renonciations attendues ou réelles. La juste valeur marginale résultant d'une modification qui est avantageuse pour le membre du personnel est comptabilisée sur la période d'acquisition restante des droits. Lors du règlement des attributions fondées sur des actions, le montant comptabilisé dans le surplus d'apport au titre de l'attribution ainsi que la trésorerie reçue au moment du règlement sont inscrits à titre d'augmentation du capital social.

En 2024, la Société a établi un régime d'achat d'actions à l'intention des membres du personnel (le « RAAE »). Le RAAE est un régime de paiements fondés sur des actions et réglés en trésorerie aux termes duquel les membres du personnel de la Société peuvent acquérir des actions ordinaires au moyen de retenues à la source régulière. Les cotisations patronales (équivalentes aux cotisations salariales), jusqu'à concurrence de cinq mille dollars par année, sont soumises à une restriction, soit une période de détention d'un an. Les cotisations du membre du personnel et celles de la Société sont remises à un administrateur indépendant du régime qui est responsable d'acheter les actions ordinaires sur le marché pour le compte du membre du personnel.

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

s) Capital social

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les frais d'émission directement attribuables à l'émission d'actions sont comptabilisés en déduction des capitaux propres, après déduction de toute incidence fiscale.

t) Instruments financiers

i) *Comptabilisation initiale, classement et décomptabilisation*

Les actifs financiers et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Tous les instruments financiers sont initialement évalués à la juste valeur. Les Instruments financiers sont ultérieurement évalués en fonction de leur classement comme suit :

- les instruments financiers évalués au coût amorti;
- les instruments financiers évalués à la JVRN;
- les instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG »).

Les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'actifs financiers et de passifs financiers (autres que les actifs financiers et les passifs financiers à la JVRN) sont ajoutés à la juste valeur des actifs financiers ou des passifs financiers, ou déduits de celle-ci, selon le cas, au moment de la comptabilisation initiale. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition d'actifs financiers ou de passifs financiers à la JVRN sont comptabilisés immédiatement dans les coûts d'acquisition, de transaction et d'intégration à l'état consolidé du résultat global.

Un actif financier est décomptabilisé lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier expirent. Un passif financier est décomptabilisé lorsqu'il est éteint, acquitté, annulé ou qu'il expire. Lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs financiers et des passifs financiers comptabilisés et qu'il existe une intention de régler le passif et de réaliser l'actif simultanément, ou de régler le montant net, ces actifs financiers et passifs financiers connexes sont compensés.

Au moment de la comptabilisation initiale, la Société classe les actifs financiers comme étant évalués au coût amorti lorsque les deux conditions suivantes sont réunies :

- la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels;
- les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Les actifs financiers au coût amorti sont ultérieurement évalués selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont assujettis à la dépréciation.

Les actifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont gérés dans le but de réaliser des flux de trésorerie au moyen de la vente. Les dérivés, y compris les dérivés incorporés distincts, sont également classés comme étant détenus à des fins de transaction, à moins qu'ils ne soient désignés comme instruments de couverture efficaces. Les actifs financiers à la JVRN sont comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière à la juste valeur, les variations nettes de la juste valeur étant comptabilisées dans l'état consolidé du résultat global.

Les actifs financiers à la JVAERG comprennent des instruments comme des placements dans des instruments de capitaux propres que la Société a irrévocablement choisi de classer à la JVAERG et les dérivés désignés comme instruments de couverture efficaces.

Les passifs financiers sont classés comme des passifs financiers à la JVRN ou au coût amorti, selon le cas. La Société détermine le classement de ses passifs financiers au moment de la comptabilisation initiale. Après la comptabilisation initiale, les passifs financiers au coût amorti sont évalués au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, les intérêts au titre de la désactualisation étant comptabilisée dans les charges financières. Les passifs financiers à la JVRN sont comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière à la juste valeur, les variations nettes de la juste valeur étant comptabilisées dans l'état consolidé du résultat global.

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

La Société classe ses actifs et passifs financiers en fonction de l'objectif pour lequel les instruments financiers ont été acquis, de leurs caractéristiques et de l'intention de la direction, comme il est indiqué ci-dessous :

Actif ou passif financier	Classement et évaluation selon l'IFRS 9
Trésorerie	Coût amorti
Clients et autres débiteurs	Coût amorti
Placements dans des titres de capitaux propres	JVRN
Créditeurs et charges à payer	Coût amorti
Dette à long terme	Coût amorti
Dérivés – aucune application de la comptabilité de couverture appliquée	JVRN
Dérivés – application de la comptabilité de couverture	JVAERG

ii) Dépréciation d'actifs financiers

La Société comptabilise des corrections de valeur pour pertes au titre des pertes de crédit attendues sur les actifs financiers évalués au coût amorti. En ce qui concerne le calcul des pertes de crédit attendues, la Société applique une approche simplifiée. Par conséquent, la Société ne suit pas les variations du risque de crédit, mais comptabilise plutôt une correction de valeur pour pertes fondée sur les pertes de crédit attendues pour la durée de vie à chaque date de clôture. La valeur comptable de ces actifs dans l'état consolidé de la situation financière est présentée après déduction de toute correction de valeur pour pertes.

Une correction de valeur pour pertes est estimée à partir d'un examen des conditions économiques actuelles et attendues et des faits propres à la contrepartie. Les pertes de crédit attendues pour la durée de vie sont les pertes de crédit attendues qui résultent de tous les cas de défaut possibles sur la durée de vie attendue d'un instrument financier.

iii) Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés, et le solde net est présenté dans l'état consolidé de la situation financière lorsque la Société a un droit inconditionnel et juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et qu'elle a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

iv) Juste valeur

Les actifs financiers et les passifs financiers sont évalués à la juste valeur selon une hiérarchie des justes valeurs aux fins de la présentation des évaluations de la juste valeur. La détermination du niveau auquel la juste valeur d'un actif ou d'un passif spécifique est classée dans la hiérarchie dépend des données d'entrée utilisées dans le cadre de l'évaluation à la date d'évaluation, notamment la mesure dans laquelle les données d'entrée sont fondées sur le marché (observables) ou obtenues en interne (non observables). Les données d'entrée observables sont les données que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif au moyen de données de marché obtenues de sources indépendantes. Les données d'entrée non observables sont des données qui reflètent les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient et qui sont fondées sur les meilleures informations disponibles dans les circonstances.

La hiérarchie est divisée en trois niveaux en fonction de la fiabilité des données d'entrée, comme suit :

- Niveau 1 : Évaluations fondées sur les cours auxquels la Société peut avoir accès à la date d'évaluation, sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques.
- Niveau 2 : Évaluations fondées sur des données concernant l'actif ou le passif, autres que les cours du marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, qui sont observables, directement ou indirectement, par corroboration sur le marché avec des données de marché observables.
- Niveau 3 : Évaluations fondées sur des données d'entrée non observables et importantes pour l'évaluation globale de la juste valeur.

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

u) Dérivés et comptabilité de couverture

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt sur la dette à long terme. La Société conclut également à l'occasion des contrats de change à terme pour couvrir une partie de son exposition découlant des flux de trésorerie libellés en monnaie étrangère attendus. La comptabilité de couverture s'applique aux relations de couverture qui sont considérées comme efficaces et désignées par la direction. La direction évalue régulièrement l'efficacité des couvertures en comparant les résultats réels aux estimations. Si elles sont importantes, les variations ultérieures des flux de trésorerie découlant des transactions prévues peuvent entraîner la cessation de la comptabilité de couverture pour cette couverture. La Société ne conclut pas de contrats dérivés à des fins de spéculation.

À la mise en place d'une relation de couverture, la direction constitue une documentation en bonne et due forme au sujet de la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert, ainsi que des objectifs et de la stratégie de gestion des risques qui l'ont conduite à établir la relation de couverture. La direction évalue également, tant à la mise en place d'une couverture qu'à la clôture de chaque trimestre, si les dérivés utilisés dans les transactions couvertes sont hautement efficaces pour compenser les variations des flux de trésorerie des éléments couverts. Pour les relations de couverture efficaces, les variations de la juste valeur de l'instrument de couverture sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Lorsqu'il est mis fin aux relations de couverture de flux de trésorerie, elles cessent de répondre aux conditions requises pour la comptabilisation des relations de couverture. Dans le cas des couvertures de flux de trésorerie pour lesquelles des sorties de trésorerie futures sont toujours attendues, les montants cumulés dans le cumul des autres éléments du résultat global y demeurent jusqu'à ce que les sorties de trésorerie se produisent ou si le montant est une perte qui ne devrait pas être recouvrée. S'il n'est pas prévu que la perte soit recouvrée, la Société la reclasse immédiatement en résultat net. Les couvertures de flux de trésorerie lorsqu'il n'est pas prévu que des flux de trésorerie futurs se produiront, la Société reclasse immédiatement les montants cumulés dans les autres éléments du résultat global dans le bénéfice net sous le poste « Charges financières ».

v) Participations dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

Les participations de la Société dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence représentent des participations dans des entités sur lesquelles la Société exerce une influence notable, mais non le contrôle ni le contrôle conjoint. Ces participations sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Elles sont initialement comptabilisées au coût, y compris les coûts de transaction. Après la comptabilisation initiale, la quote-part revenant à la Société du résultat net et des autres éléments du résultat global des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence est incluse dans les états financiers consolidés.

w) Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net de la période attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, plus le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises à l'exercice des attributions aux termes des accords de rémunération fondée sur des actions, dans la mesure où elles sont considérées comme ayant un effet dilutif.

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

4. Prises de position comptable publiées mais non encore entrées en vigueur

Modifications de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, et de l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*

L'IASB a modifié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, et l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, afin de clarifier le moment de la comptabilisation et de la décomptabilisation des actifs financiers et du règlement des passifs financiers. Selon ces modifications, les actifs ou passifs financiers ne doivent plus être comptabilisés ou décomptabilisés à la date d'émission de l'ordre de paiement mais plutôt à la date de règlement. Toute décomptabilisation d'un passif avant la date de règlement serait assujettie au respect de certains critères et ne s'appliquerait qu'aux passifs financiers réglés au moyen d'un système de paiement électronique. Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026, et leur application anticipée est permise. La direction s'attend à ce que ces modifications aient une incidence sur le reclassement à l'état consolidé de la situation financière, ce qui touchera les actifs courants et les passifs courants.

Publication prochaine de l'IFRS 18, *États financiers : Présentation et informations* qui remplacera l'IAS 1, *Présentation des états financiers*

L'IFRS 18 vise à assurer la comparabilité de la performance financière d'entités similaires et aura une incidence sur la présentation des états financiers de base et des notes, y compris l'état du résultat net, dans lequel les sociétés seront tenues de présenter les produits et les charges dans l'une des catégories distinctes « exploitation », « investissement » et « financement », ainsi que des sous-totaux prescrits pour chaque nouvelle catégorie. La norme exigera également que les mesures de la performance définies par la direction soient expliquées et incluses dans une note distincte dans les états financiers consolidés. L'IFRS 18 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027, et son application anticipée est permise. La direction évalue actuellement l'incidence de l'adoption de l'IFRS 18 sur ses états financiers consolidés.

5. Acquisitions

Acquisition de SatixFy Communications Ltd.

Le 2 juillet 2025, la société a acquis la totalité des actions en circulation de SatixFy Communications Ltd. (« SatixFy ») dans le cadre d'une transaction au comptant. SatixFy est un fournisseur de semi-conducteurs et de solutions de pointe pour la chaîne de valeur des communications spatiales et par satellites. La technologie de SatixFy permet la création de constellations de satellites à large bande et directement à l'appareil et est conçue pour répondre à la demande de constellations de satellites de nouvelle génération. Les puces de qualité spatiale de SatixFy sont utilisées dans les satellites de communication numériques pour soutenir les opérations de charge utile et d'antenne, et sont conçues pour améliorer considérablement la performance des satellites et réduire les coûts. La transaction confère à la Société un portefeuille technologique différencié comprenant plus de 60 brevets délivrés et en instance, ainsi qu'un effectif technique talentueux et hautement spécialisé d'environ 165 personnes à l'échelle mondiale. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Les états financiers consolidés tiennent compte des résultats de SatixFy pour la période d'environ six mois suivant la date d'acquisition.

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

Les justes valeurs des actifs identifiables et des passifs de SatixFy, à la date d'acquisition, étaient les suivantes :

	Juste valeur comptabilisée lors de l'acquisition
Actifs	
Trésorerie	20,6 \$
Clients et autres débiteurs	2,8
Créances non facturées	4,8
Autres actifs courants	2,6
Montants à recevoir de ministères et d'organismes gouvernementaux	8,1
Stocks	2,9
Actifs au titre de droits d'utilisation	3,1
Immobilisations corporelles	3,9
Immobilisations incorporelles	298,7
Autres actifs non courants	1,7
	349,2 \$
Passifs	
Créditeurs et charges à payer	38,1 \$
Passifs sur contrat	9,9
Paiements anticipés à l'Agence spatiale européenne (« ESA »)	1,4
Montant net des avantages du personnel à payer	4,1
Obligations locatives	3,1
Prêts à court terme consentis par des institutions financières	103,2
Passif éventuel	1,7
Passifs d'impôt différé	74,7
Autres passifs non courants	21,5
	257,7 \$
Total des actifs nets identifiables à la juste valeur	91,5 \$
Goodwill découlant de l'acquisition	356,8 \$
Contrepartie d'achat transférée	448,3 \$
Analyse des flux de trésorerie à l'acquisition :	
Trésorerie nette acquise avec la filiale (incluse dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement)	(20,6) \$
Trésorerie versée	380,4
Flux de trésorerie nets liés à l'acquisition	359,8 \$
Contrepartie d'achat transférée	
Trésorerie	380,4 \$
Règlement de relations préexistantes	67,9
Total de la contrepartie d'achat transférée	448,3 \$

En raison de la complexité inhérente à l'évaluation des actifs nets acquis, l'évaluation est provisoire et n'avait pas été achevée à la date à laquelle le conseil d'administration a approuvé la publication des états financiers consolidés. Par conséquent, les actifs et les passifs pourraient devoir être ajustés ultérieurement, avec un ajustement correspondant du goodwill lorsqu'il sera disponible et au plus tard le 1^{er} juillet 2026 (un an après la transaction).

Depuis la dernière fois qu'il avait été présenté pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025, le goodwill a été ajusté de 10,6 \$ pour tenir compte de la juste valeur des immobilisations incorporelles acquises et de l'incidence fiscale différée connexe, du règlement additionnel des relations préexistantes et du reclassement de la présentation des éléments d'actif dans le tableau ci-dessus.

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

La relation préexistante consiste principalement en une entente entre la Société et SatixFy visant l'achat de puces de qualité spatiale de SatixFy. Le montant de la contrepartie transférée tient compte du règlement effectif de la relation préexistante entre la Société et SatixFy, puisque la relation est devenue une relation intragroupe au moment de l'acquisition. La Société a déterminé que la juste valeur des paiements anticipés sur les commandes futures de puces au moment de l'acquisition est similaire à leur valeur comptable.

La juste valeur à la date d'acquisition des clients et autres débiteurs s'élève à 2,8 \$, ce qui correspond également au montant brut à recevoir, car il est prévu que la totalité des montants contractuels sera recouvrée.

La juste valeur des créances non facturées à la date d'acquisition s'élève à 4,8 \$, ce qui correspond également au montant brut non facturé à recevoir, car on s'attend à ce que la totalité des montants contractuels soit facturée et recouvrée.

La juste valeur à la date d'acquisition des montants à recevoir de ministères et d'organismes gouvernementaux s'élève à 8,1 \$, ce qui correspond également au montant brut à recevoir, car on s'attend à ce que la totalité des montants soit recouvrée.

La Société a évalué les obligations locatives reprises en utilisant la valeur actualisée des paiements de loyers restants à la date d'acquisition. Les actifs au titre de droits d'utilisation ont été évalués à un montant égal aux obligations locatives. Aucun ajustement n'a été nécessaire pour tenir compte des modalités favorables ou défavorables, puisque les contrats de location ont été établis aux taux du marché.

Depuis la date d'acquisition, SatixFy a contribué aux résultats de la Société à hauteur de 8,4 \$ en produits et de 13,3 \$ en perte avant impôt.

Si l'acquisition avait eu lieu au 1^{er} janvier 2025, la direction estime que les produits combinés de la Société se seraient établis à 1 645,4 \$ et le bénéfice avant impôt pour la période se serait établi à 87,8 \$. Le bénéfice avant impôt comprend un amortissement des immobilisations incorporelles supplémentaire de 76,5 \$ lié à cette acquisition.

Le goodwill comptabilisé est principalement attribuable à ce qui suit :

- L'amélioration des capacités de bout en bout de la Société dans le domaine des satellites de communications numériques afin de continuer à répondre aux besoins changeants des clients du secteur des communications par satellites.
- L'intégration verticale d'un fournisseur de technologie clé et différencié afin d'améliorer la position concurrentielle et de veiller à ce que le développement futur de puces de qualité spatiale soit conforme à la feuille de route de la Société en matière de technologie satellitaire numérique.
- L'élargissement de l'offre de produits à de nouveaux marchés potentiels en tirant parti du portefeuille de produits de SatixFy.
- L'ajout d'une équipe technique hautement spécialisée et complémentaire.

Le goodwill n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

Les autres passifs non courants comprennent les impôts sur le résultat à payer, la taxe de vente et les autres passifs d'impôt à la date d'acquisition.

Les coûts liés à l'acquisition de 10,9 \$ en 2025 pour les honoraires liés aux conseillers bancaires, aux conseillers juridiques et à d'autres professionnels et conseillers qui effectuent un contrôle diligent ont été comptabilisés en charges et sont inclus dans les frais de vente et charges générales et administratives à l'état consolidé du résultat global.

Acquisition de SatixFy Space Systems UK Ltd.

Le 31 octobre 2023, la Société a acquis une participation de 100 % dans SatixFy Space Systems UK Ltd, la division des charges utiles numériques de SatixFy Communications Ltd., afin de renforcer la position de chef de file mondial de MDA sur le marché en croissance des solutions de communications numériques par satellite. La division acquise, qui est située au Royaume-Uni, a été intégrée à MDA UK, la filiale au Royaume-Uni existante de la Société. La retenue finale de 2,8 \$ (2,0 \$ US) a été remise au vendeur au deuxième trimestre de 2025.

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

6. Vente d'actifs des services nucléaires terrestres

Le 5 mars 2024, la société a réalisé la vente de ses actifs des services nucléaires terrestres pour une contrepartie totale de 7,6 \$ et un profit de 5,8 \$. La Société a reçu un montant de 7,4 \$ en 2024, et le montant résiduel de 0,2 \$ entiercé a été reçu en 2025. Le profit a été comptabilisé à l'état consolidé du résultat global dans les autres produits.

7. Produits tirés de contrats conclus avec des clients

a. Ventilation des produits

Le tableau qui suit présente la ventilation des produits tirés de contrats conclus avec des clients par secteur d'activité :

	Exercice clos le 31 décembre 2025	Exercice clos le 31 décembre 2024
<i>Secteurs d'activité</i>		
Renseignement géospatial	214,4 \$	202,1 \$
Robotique et opérations spatiales	309,3	279,8
Systèmes satellitaires	1 109,5	598,2
	1 633,2 \$	1 080,1 \$

b. Concentration des produits

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, trois clients représentaient individuellement plus de 10,0 % des produits et 77,6 % au total. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, trois clients représentaient individuellement plus de 10,0 % des produits et 63,6 % au total.

c. Obligations de prestation restant à remplir

Au 31 décembre 2025, la Société avait des obligations de prestation restant à remplir d'un montant de 4 012,9 \$ (4 385,5 \$ au 31 décembre 2024), ce qui représente le prix de transaction des commandes fermes moins le montant des produits comptabilisés depuis la création. Les obligations de prestation restant à remplir excluent les options liées à des contrats qui n'ont pas été exercées ainsi que les contrats à livraison indéterminée ou quantité indéterminée. La Société prévoit de comptabiliser environ 38 % de ses obligations de prestation restant à remplir à titre de produits en 2026, 29 % en 2027 et le solde, par la suite (au 31 décembre 2024 : 28 % en 2025, 24 % en 2026 et le solde, par la suite).

d. Passifs sur contrat

Du solde d'ouverture des passifs sur contrat au 1^{er} janvier 2025, une tranche de 567,1 \$ a été comptabilisée à titre de produits en 2025 (58,8 \$ en 2024).

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

8. Information géographique

L'information sectorielle est présentée d'une manière cohérente avec les informations contenues dans les rapports internes destinés au principal décideur opérationnel et reflète la façon dont le principal décideur opérationnel évalue la performance de l'entreprise et répartit les ressources au sein de celle-ci. La Société exerce la quasi-totalité de ses activités dans un seul secteur à présenter, qui comprend les secteurs opérationnels Renseignement géospatial, Robotique et opérations spatiales et Systèmes satellitaires. Le secteur à présenter génère des produits en fournissant des solutions spatiales aux clients dans un marché similaire et est géré par le principal décideur opérationnel.

Les produits sont attribués aux régions géographiques en fonction de l'emplacement des clients, comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre 2025	Exercice clos le 31 décembre 2024
<i>Produits</i>		
Canada	1 021,9 \$	625,0 \$
États-Unis	497,8	387,7
Europe	78,0	41,5
Asie et Moyen-Orient	33,4	18,8
Autres	2,1	7,1
	1 633,2 \$	1 080,1 \$

Les immobilisations corporelles, les actifs au titre de droits d'utilisation, les immobilisations incorporelles et le goodwill de la Société sont attribués aux régions géographiques en fonction de l'emplacement des actifs, comme suit :

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Canada	2 357,7 \$	1 564,0 \$
Autres	83,5	69,0
	2 441,2 \$	1 633,0 \$

9. Coût des produits et charges d'exploitation

Le tableau qui suit présente la ventilation des matières premières, de la main-d'œuvre et des coûts liés aux sous-traitants inclus dans le coût des produits :

	Exercice clos le 31 décembre 2025	Exercice clos le 31 décembre 2024
Main-d'œuvre, matière première et autres	626,6 \$	449,5 \$
Sous-traitants	586,4	347,4
Crédits d'impôt à l'investissement comptabilisé	(44,4)	(42,3)
	1 168,6 \$	754,6 \$

MDA Space Ltd.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

Les tableaux qui suivent présentent la ventilation des frais de vente et charges générales et administratives et des frais de recherche et de développement, montant net, inclus dans les charges d'exploitation :

	Exercice clos le 31 décembre 2025	Exercice clos le 31 décembre 2024
<i>Frais de vente et charges générales et administratives</i>		
Charges générales et administratives	65,1 \$	43,5 \$
Frais de vente et de commercialisation	46,4	35,1
	111,5 \$	78,6 \$
<i>Frais de recherche et de développement, montant net</i>		
Frais de recherche et de développement	47,1 \$	43,4 \$
Recouvrement au titre des frais de recherche et de développement	(9,0)	(6,5)
	38,1 \$	36,9 \$

10. Clients et autres débiteurs

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Créances clients, montant brut	85,5 \$	71,0 \$
Autres débiteurs, montant brut	63,2	27,4
Correction de valeur pour pertes de crédit	(3,4)	(22,5)
	145,3 \$	75,9 \$

Les créances clients ne portent pas intérêt, à moins qu'elles ne fassent l'objet d'un accord spécifique avec le client, et sont généralement assorties de modalités de 15 à 60 jours.

11. Créances non facturées

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Créances non facturées, montant brut	189,8 \$	253,4 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit	(2,3)	(3,3)
	187,5 \$	250,1 \$

12. Stocks

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Matières premières	15,7 \$	6,1 \$
Travaux en cours	6,4	2,3
Produits finis	2,4	—
Provisions	(1,0)	(0,3)
	23,5 \$	8,1 \$

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, des stocks ont été réduits de 0,7 \$ (0,3 \$ au 31 décembre 2024) à titre de dépréciation pour les ramener à la valeur nette de réalisation. Cette dépréciation a été comptabilisée en charges et incluse dans le coût des produits.

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

13. Autres actifs

	Note	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Charges payées d'avance et avances aux fournisseurs		125,2 \$	194,7 \$
Crédits d'impôt à l'investissement à recevoir		146,7	149,2
Placement dans des titres de capitaux propres	22	17,7	13,2
Actifs financiers dérivés	2	22,0	3,4
Actifs des régimes de retraite	19 a)	15,4	16,2
Créances non facturées à long terme		2,9	22,0
Autres		2,6	1,1
		332,5 \$	399,8 \$
Partie courante		53,3 \$	71,7 \$
Partie non courante		279,2 \$	328,1 \$

14. Immobilisations corporelles

	Note	Terrains, bâtiments et améliorations locatives	Équipement	Mobilier et agencements et matériel informatique	Projets d'investis- sement en cours	Total
<i>Coût</i>						
Au 1 ^{er} janvier 2025		142,5 \$	66,7 \$	38,8 \$	305,0 \$	553,0 \$
Entrées		16,7	2,3	9,1	150,1	178,2
Entrées découlant d'acquisitions	5	0,3	2,3	1,3	—	3,9
Sorties		—	(0,5)	(0,2)	—	(0,7)
Transferts		41,2	5,1	3,2	(49,5)	—
Au 31 décembre 2025		200,7 \$	75,9 \$	52,2 \$	405,6 \$	734,4 \$
<i>Cumul des amortissements</i>						
Au 1 ^{er} janvier 2025		(20,1) \$	(17,8) \$	(18,5) \$	— \$	(56,4) \$
Charge d'amortissement		(8,6)	(12,6)	(7,8)	—	(29,0)
Sorties		—	0,4	0,2	—	0,6
Au 31 décembre 2025		(28,7) \$	(30,0) \$	(26,1) \$	— \$	(84,8) \$
<i>Valeur comptable nette</i>						
Au 31 décembre 2025		172,0 \$	45,9 \$	26,1 \$	405,6 \$	649,6 \$

	Note	Terrains, bâtiments et améliorations locatives	Équipement	Mobilier et agencements et matériel informatique	Projets d'investis- sement en cours	Total
<i>Coût</i>						
Au 1 ^{er} janvier 2024		86,0 \$	28,1 \$	23,6 \$	268,0 \$	405,7 \$
Entrées		17,6	16,0	10,1	103,6	147,3
Transferts		38,9	22,6	5,1	(66,6)	—
Au 31 décembre 2024		142,5 \$	66,7 \$	38,8 \$	305,0 \$	553,0 \$
<i>Cumul des amortissements</i>						
Au 1 ^{er} janvier 2024		(13,0) \$	(11,7) \$	(11,9) \$	— \$	(36,6) \$
Charge d'amortissement		(7,1)	(6,1)	(6,6)	—	(19,8)
Au 31 décembre 2024		(20,1) \$	(17,8) \$	(18,5) \$	— \$	(56,4) \$
<i>Valeur comptable nette</i>						
Au 31 décembre 2024		122,4 \$	48,9 \$	20,3 \$	305,0 \$	496,6 \$

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

La charge d'amortissement incluse dans le coût des produits pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'est établie à 28,4 \$ (19,8 \$ au 31 décembre 2024). La charge d'amortissement relative à toutes les autres immobilisations corporelles de 0,6 \$ (néant au 31 décembre 2024) est incluse dans les charges d'exploitation.

Au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, la Société n'avait comptabilisé aucune dépréciation au titre des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles à l'état consolidé du résultat global.

15. Contrats de location

La Société a des contrats de location pour des bâtiments, de l'équipement, du mobilier et des agencements et du matériel informatique qu'elle utilise dans le cadre de ses activités. Les contrats de location d'immeubles ont généralement des durées allant de 5 à 20 ans, tandis que l'équipement, le mobilier et les agencements et le matériel informatique ont généralement des durées comprises entre 1 an et 5 ans. Le tableau qui suit indique les valeurs comptables des actifs au titre de droits d'utilisation comptabilisés ainsi que les variations au cours de la période :

	Note	Bâtiments	Équipement	Total
Au 1 ^{er} janvier 2025		111,8 \$	3,6 \$	115,4 \$
Entrées découlant d'acquisitions	5	3,1	—	3,1
Entrées		9,2	—	9,2
Charge d'amortissement		(11,9)	(1,4)	(13,3)
Effet des variations des cours de change		0,1	—	0,1
Au 31 décembre 2025		112,3 \$	2,2 \$	114,5 \$

	Bâtiments	Équipement	Total
Au 1 ^{er} janvier 2024	69,4 \$	2,4 \$	71,8 \$
Entrées	53,3	2,1	55,4
Charge d'amortissement	(11,0)	(0,9)	(11,9)
Effet des variations des cours de change	0,1	—	0,1
Au 31 décembre 2024	111,8 \$	3,6 \$	115,4 \$

La Société a également certains contrats de location visant de petits espaces à bureaux et du matériel informatique, tels que des ordinateurs portables, et ayant une durée de 12 mois ou moins, dont certains sont également des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur.

La charge d'amortissement incluse dans le coût des produits pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'est établie à 12,8 \$ (11,9 \$ au 31 décembre 2024). La charge d'amortissement relative à tous les autres actifs au titre de droits d'utilisation de 0,5 \$ (néant au 31 décembre 2024) est incluse dans les charges d'exploitation.

Le tableau qui suit présente les montants comptabilisés en résultat net relativement aux contrats de location :

	2025	2024
Charge d'amortissement incluse dans le coût des produits	12,8 \$	11,9 \$
Charges d'intérêts liées aux obligations locatives	9,0	9,1
Charge liée aux contrats de location à court terme	8,0	6,5
Charge liée aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur	0,6	0,8
	30,4 \$	28,3 \$

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

Le tableau qui suit présente les valeurs comptables des obligations locatives ainsi que les variations:

	Note	2025	2024
Solde à l'ouverture		136,8 \$	86,1 \$
Entrées		9,3	58,5
Entrées découlant d'acquisitions	5	3,1	—
Intérêts au titre de la désactualisation		9,0	9,1
Paielements		(19,2)	(17,0)
Effet des variations des cours de change		0,1	0,1
Solde de clôture		139,1 \$	136,8 \$
Partie courante		20,2 \$	16,2 \$
Partie non courante		118,9 \$	120,6 \$

La Société a enregistré des sorties de fonds totales liées à des contrats de location de 27,8 \$ au cours de la période écoulée (24,3 \$ au 31 décembre 2024).

L'analyse des échéances des obligations locatives est présentée à la note 22, « Informations sur les instruments financiers et la juste valeur ».

16. Immobilisations incorporelles et goodwill

a) Rapprochement de la valeur comptable

	Goodwill	Technologies exclusives	Carnet de commandes contractuel	Relations clients	Marque de commerce MDA	Logiciels	Total
<i>Coût</i>							
Au 1 ^{er} janvier 2025	441,0 \$	281,0 \$	41,0 \$	458,5 \$	25,6 \$	51,7 \$	1 298,8 \$
Entrées	—	89,7	—	—	—	3,6	93,3
Entrées découlant d'acquisitions	356,8	298,7	—	—	—	—	655,5
Transferts	—	0,2	—	—	—	(0,2)	—
Effet des variations des cours de change	2,6	2,8	—	—	—	—	5,4
Au 31 décembre 2025	800,4 \$	672,4 \$	41,0 \$	458,5 \$	25,6 \$	55,1 \$	2 053,0 \$
<i>Cumul des amortissements</i>							
Au 1 ^{er} janvier 2025	— \$	(50,6) \$	(41,0) \$	(153,8) \$	(6,0) \$	(26,4) \$	(277,8) \$
Charge d'amortissement	—	(55,8)	—	(32,5)	(1,3)	(8,7)	(98,3)
Effet des variations des cours de change	—	0,2	—	—	—	—	0,2
Au 31 décembre 2025	— \$	(106,2) \$	(41,0) \$	(186,3) \$	(7,3) \$	(35,1) \$	(375,9) \$
<i>Valeur comptable nette</i>							
Au 31 décembre 2025	800,4 \$	566,2 \$	— \$	272,2 \$	18,3 \$	20,0 \$	1 677,1 \$

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

	Goodwill	Technologies exclusives	Carnet de commandes contractuel	Relations clients	Marque de commerce MDA	Logiciels	Total
<i>Coût</i>							
Au 1 ^{er} janvier 2024	439,8 \$	228,7 \$	41,2 \$	459,9 \$	25,6 \$	46,4 \$	1 241,6 \$
Entrées	—	49,0	—	—	—	5,3	54,3
Sorties	—	—	(0,2)	(1,4)	—	—	(1,6)
Ajustements	(0,2)	—	—	—	—	—	(0,2)
Effet des variations des cours de change	1,4	3,3	—	—	—	—	4,7
Au 31 décembre 2024	441,0 \$	281,0 \$	41,0 \$	458,5 \$	25,6 \$	51,7 \$	1 298,8 \$
<i>Cumul des amortissements</i>							
Au 1 ^{er} janvier 2024	— \$	(33,7) \$	(40,3) \$	(121,7) \$	(4,8) \$	(18,8) \$	(219,3) \$
Charge d'amortissement	—	(17,1)	(0,9)	(32,5)	(1,2)	(7,6)	(59,3)
Sorties	—	—	0,2	0,4	—	—	0,6
Effet des variations des cours de change	—	0,2	—	—	—	—	0,2
Au 31 décembre 2024	— \$	(50,6) \$	(41,0) \$	(153,8) \$	(6,0) \$	(26,4) \$	(277,8) \$
<i>Valeur comptable nette</i>							
Au 31 décembre 2024	441,0 \$	230,4 \$	— \$	304,7 \$	19,6 \$	25,3 \$	1 021,0 \$

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, les entrées de technologies exclusives et de logiciels comprenaient des frais de développement de 89,7 \$ et de néant, respectivement, engagés à l'égard d'immobilisations incorporelles générées en interne (37,3 \$ et néant au 31 décembre 2024). Au 31 décembre 2025, ces actifs étaient toujours en cours de développement et, par conséquent, ils n'avaient pas encore été amortis.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, la charge d'amortissement liée aux logiciels de 13,7 \$ (12,1 \$ au 31 décembre 2024) est incluse dans le coût des produits. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, la charge d'amortissement liée à toutes les autres immobilisations incorporelles de 84,6 \$ (47,0 \$ au 31 décembre 2024) est incluse dans les charges d'exploitation.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, la Société n'a pas comptabilisé de perte de valeur au poste « Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles » à l'état consolidé du résultat global (néant au 31 décembre 2024).

b) Test de dépréciation

La Société a effectué son test de dépréciation annuel du goodwill au 31 décembre 2025. Le goodwill fait l'objet d'un suivi au niveau de l'UGT, ce qui représente le niveau le plus bas au sein de la Société pour lequel des informations au sujet du goodwill sont disponibles et examinées régulièrement à des fins de gestion interne. Le tableau qui suit présente le goodwill par UGT :

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Renseignement géospatial	285,9 \$	285,9 \$
Robotique et opérations spatiales	25,1	25,1
Systèmes satellitaires	489,4	130,0
	800,4 \$	441,0 \$

Pour chaque UGT, la valeur recouvrable a été déterminée d'après sa valeur d'utilité en actualisant les flux de trésorerie futurs estimés à leur valeur actualisée. Les projections de flux de trésorerie estimés sont fondées sur le plan stratégique quinquennal de la Société. À la lumière du test de dépréciation effectué, la valeur recouvrable des UGT Renseignement géospatial, Robotique et opérations spatiales et Systèmes satellitaires était supérieure à leur valeur comptable. Par conséquent, il n'y a pas de dépréciation de la valeur comptable du goodwill.

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

Les hypothèses clés suivantes ont été utilisées pour la période pour déterminer la valeur recouvrable de chaque UGT :

- Les produits et le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements sur une période de prévision de cinq ans sont fondés sur le calendrier prévu de la performance de la Société aux termes des contrats exécutoires et des contrats futurs prévus, sur les coûts prévus ainsi que sur le taux de croissance prévu des services et biens récurrents fournis à ses clients.
- Les taux d'actualisation représentent l'évaluation actuelle par le marché des risques propres à chaque UGT compte tenu de la valeur temps de l'argent et des risques individuels des actifs sous-jacents qui n'ont pas été pris en compte dans les estimations des flux de trésorerie. Les taux d'actualisation sont des mesures après impôt fondées sur le coût moyen pondéré normalisé du capital. Les taux d'actualisation utilisés pour déterminer les valeurs recouvrables de chaque UGT au 31 décembre 2025 reflètent les risques et les conditions de marché propres à chaque UGT et varient de 10,0 % à 10,5 % (de 10,0 % à 11,0 % au 31 décembre 2024).
- Le taux de croissance final représente les flux de trésorerie au-delà des cinq exercices visés par les prévisions de flux de trésorerie. Les taux sont fondés sur les tendances du marché et de l'industrie recherchées et identifiées par la direction. Un taux de croissance final de 2,5 % a été utilisé pour calculer la valeur d'utilité au 31 décembre 2025 (2,5 % au 31 décembre 2024).

17. Dette à long terme

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Facilité de crédit renouvelable de premier rang	27,5 \$	— \$
Billets de premier rang non garantis	244,5	—
	272,0 \$	— \$

a) Facilité de crédit renouvelable de premier rang

Le 22 mars 2024, la Société, par l'intermédiaire de sa filiale entièrement détenue NOL, a exercé la clause accordéon de sa facilité de crédit renouvelable de premier rang, ce qui a augmenté la capacité disponible de la facilité de crédit de premier rang, pour la porter de 600,0 \$ à 700,0 \$. La Société a également remplacé son taux d'intérêt de référence, passant du taux CDOR au taux CORRA, en prévision de l'abandon du taux CDOR. Le taux CDOR a continué d'être utilisé pour établir le taux des acceptations bancaires individuelles jusqu'à leur premier renouvellement après le 18 mars 2024. Toutes les autres modalités de la facilité de crédit de premier rang demeurent inchangées. Les coûts de transaction engagés ont totalisé 0,4 \$ et ont été comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

Le 25 novembre 2025, la Société a modifié sa facilité de crédit renouvelable de premier rang afin de proroger la date d'échéance au 30 novembre 2030. La facilité continue de porter intérêt au taux préférentiel bancaire ou au taux de base alternatif du Canada, majoré d'une marge applicable modifiée de 45 à 150 points de base (« pdb »), par rapport à la fourchette initiale de 45 à 175 pdb. Les emprunts au taux CORRA aux termes de la facilité de crédit de premier rang sont majorés d'une marge applicable modifiée de 145 à 250 pdb, par rapport à la marge initiale de 145 à 275 pdb. D'autres modalités ont également été modifiées. Les coûts de transaction engagés ont totalisé 2,0 \$ et ont été comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

Au 31 décembre 2025, le taux d'intérêt moyen pondéré était de 4,00 % (néant au 31 décembre 2024). La Société avait également des lettres de crédit en cours de 0,7 \$ au 31 décembre 2025 (6,8 \$ au 31 décembre 2024), comportant une marge applicable de 97 pdb majorée de frais de façade de 25 pdb.

Au 31 décembre 2025, la Société, par l'entremise de NOL, avait des emprunts de 30,0 \$ (néant au 31 décembre 2024) aux termes de la facilité de crédit renouvelable de premier rang sous forme d'emprunts au taux CORRA, lesquels sont comptabilisés à la valeur comptable de 27,5 \$ (néant au 31 décembre 2024) à l'état consolidé de la situation financière. En 2024, les coûts de transaction inscrits à l'actif ont été comptabilisés dans les autres actifs non courants, car il n'y avait aucun emprunt aux termes de la facilité de crédit de premier rang au 31 décembre 2024. En décembre 2024, la société a également réglé des couvertures liées à sa dette à long terme dont il est question à la note 22 c).

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

b) Billets de premier rang non garantis

Le 23 décembre 2025, la Société a émis des billets non garantis de premier rang (les « billets ») par l'entremise de MDA Space Ltd, d'un montant en principal total de 250,0 \$ venant à échéance le 23 décembre 2030. Les billets portent intérêt au taux de 7,00 % par année, payable semestriellement à terme échu. La Société dispose d'un certain nombre d'options de rachat anticipé à divers prix d'exercice, allant de 100 % à 107 %.

Le rachat de billets peut être requis lors d'un changement de contrôle. Au 31 décembre 2025, aucune de ces options n'avait été rachetée et aucun événement donnant lieu à un changement de contrôle ne s'était produit. À la date de création, les coûts de transaction s'élevaient à 6,3 \$ et la valeur de l'option de rachat était de 0,8 \$.

Au 31 décembre 2025, les billets étaient comptabilisés à la valeur comptable de 244,5 \$ à l'état consolidé de la situation financière. Les options de rachat sont divisées et comptabilisées à la juste valeur par le biais du résultat net et sont traitées séparément à la note 22 b).

c) Garanties

La facilité de crédit renouvelable de premier rang est garantie par toutes les filiales de NOL, à l'exception de certaines filiales exclues (filiales d'importance négligeable, filiales non entièrement détenues et entités dont la participation est minoritaire), et est garantie par l'ensemble des actifs, des biens et des entreprises actuels et futurs de NOL et de ses filiales garantes et est visée par une garantie à recours limité et une mise en gage de NOL consentie par la Société.

La Société doit respecter certaines clauses restrictives de nature financière qui sont définies dans la convention de crédit, notamment les suivantes :

- la Société est tenue de maintenir un ratio de couverture des intérêts d'au moins 3,0 pour 1 à tout moment;
- la Société est tenue de maintenir en tout temps un certain ratio total de la dette par rapport au BAIIA inférieur ou égal à 4,0 pour 1;
- la Société est tenue de maintenir en tout temps un ratio de levier financier garanti de premier rang de moins de 3,0 pour 1.

Comme il est indiqué à la note 28 b), le prêt transformable en subvention d'Investissement Québec est comptabilisé à titre d'aide gouvernementale. Le prêt transformable en subvention est garanti par la même sûreté que celle dont il est question à la note ci-dessus concernant la facilité de crédit renouvelable de premier rang, bien que sur une base subordonnée. La Société doit satisfaire aux mêmes clauses restrictives de nature financière que celles définies aux termes de la facilité de crédit renouvelable de premier rang.

Les billets sont garantis pleinement et sans condition par la Société.

La Société s'est conformée à ces clauses restrictives en tout temps au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

d) Flux de trésorerie découlant d'emprunts à long terme

Le tableau qui suit présente un rapprochement des variations des flux de trésorerie liés aux activités de financement découlant des emprunts à long terme :

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Solde à l'ouverture	— \$	438,9 \$
Produit de la facilité de crédit de premier rang	395,0	110,0
Produit de l'émission de billets de premier rang non garantis	250,0	—
Emprunt à court terme auprès d'une institution financière repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	103,2	—
Remboursements en principal	(468,2)	(550,0)
Coûts de transaction liés aux prêts et emprunts	(8,3)	(0,4)
Valeur de l'option de rachat à l'émission	0,8	—
Charge d'intérêts engagée au titre des facilités de crédit	1,0	0,4
Réattribution des coûts inscrits à l'actif (depuis) vers le poste « Autres actifs »	(1,1) \$	1,1 \$
Solde à la clôture	272,4 \$	— \$
Partie courante	0,4 \$	— \$
Partie non courante	272,0 \$	— \$

e) Engagements liés à la dette à long terme

La Société peut, à sa discrétion, renouveler la totalité du principal de la facilité de crédit renouvelable de premier rang jusqu'à la date d'échéance de la facilité en 2030. Les billets de premier rang non garantis viennent à échéance en 2030, et la Société peut à sa discrétion les rembourser par anticipation.

18. Produits financiers et charges financières

Note	2025	2024
Intérêts sur les facilités de crédit ¹⁾	6,6 \$	30,0 \$
Autres intérêts et frais d'emprunt	4,4	2,6
Intérêts sur les obligations locatives	9,0	9,1
Intérêts inscrits à l'actif ²⁾	(3,0)	(13,7)
Totaux des charges financières	17,0 \$	28,0 \$

¹⁾ Les intérêts courus nets au titre des swaps de taux d'intérêt pour 2024 sont présentés à titre d'ajustement des charges financières, car l'élément couvert désigné est un passif portant intérêt, ce qui est abordé plus en détail à la note 22 c).

²⁾ La charge d'intérêts est inscrite à l'actif à l'égard de certains actifs qualifiés qui nécessitent considérablement de temps avant d'être prêts pour leur utilisation prévue. Les intérêts inscrits à l'actif sont une composante des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles. Le taux de capitalisation utilisé aux fins de l'inscription à l'actif des intérêts est de 4,42 % (6,79 % au 31 décembre 2024).

Les produits financiers de 7,8 \$ au cours de l'exercice (7,0 \$ au 31 décembre 2024) correspondent aux intérêts gagnés sur le solde de trésorerie en banque, aux produits d'intérêts sur l'impôt et aux produits d'intérêts découlant des régimes de retraite à prestations définies.

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

19. Avantages du personnel

a) Passif au titre des avantages du personnel

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Salaires et avantages du personnel à payer	75,0	55,6
Obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies et des régimes d'avantages complémentaires de retraite	24,0	24,2
Charges à payer au titre des autres prestations de retraite	1,5	4,1
	100,5 \$	83,9 \$
Partie courante	77,1 \$	60,2 \$
Partie non courante	23,4 \$	23,7 \$

Au 31 décembre 2025, les actifs du régime de retraite totalisant 15,4 \$ (16,2 \$ au 31 décembre 2024) étaient exclus des passifs du régime de retraite. Les actifs du régime de retraite sont comptabilisés dans les autres actifs non courants, comme il est présenté à la note 13.

b) Régimes de retraite à cotisations définies

La Société maintient des régimes de retraite à cotisations définies et a engagé des charges de 11,4 \$ au cours de l'exercice (7,9 \$ au 31 décembre 2024).

c) Régimes de retraite à prestations définies et régimes d'avantages complémentaires de retraite

Régimes de retraite à prestations définies

Les régimes à prestations définies de la Société procurent des prestations de retraite fondées sur divers facteurs, notamment les gains et la durée de la période de service.

Les régimes sont capitalisés et les exigences de financement de la Société sont établis d'après le cadre d'évaluation actuarielle de chacun des régimes, tel qu'il est prévu dans les conventions relatives aux régimes ou par les lois applicables. Les membres du personnel sont tenus de verser des cotisations à certains des régimes capitalisés. Le montant total estimé des cotisations de l'employeur devant être versées aux régimes au cours de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2026 est de 2,9 \$.

Les actifs des régimes capitalisés sont distincts juridiquement de la Société et sont détenus par un fiduciaire indépendant. Le fiduciaire est responsable de s'assurer que les fonds sont protégés conformément aux lois applicables.

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

La variation du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 est présentée ci-après :

	Passif au titre des prestations définies	Juste valeur des actifs des régimes	Passif (actif) net au titre des prestations définies
Passif (actif) au titre des prestations définies au 1 ^{er} janvier 2025	119,4 \$	(135,4) \$	(16,0) \$
<i>Incidence du plafond de l'actif de l'exercice précédent sur les capitaux propres</i>	—	(24,6)	(24,6)
<i>Comptabilisé dans le bénéfice net</i>			
Coût des services rendus au cours de la période	6,7	—	6,7
Charges administratives	—	0,8	0,8
Charges (produits) d'intérêts	5,6	(7,6)	(2,0)
	12,3 \$	(6,8) \$	5,5 \$
<i>Comptabilisé dans le montant net des capitaux propres</i>			
Gain actuariel découlant de ce qui suit :			
Hypothèses financières	(2,9)	—	(2,9)
Ajustement lié à l'expérience	(0,2)	—	(0,2)
Rendement des actifs des régimes, exception faite des produits d'intérêts	—	(5,6)	(5,6)
Charges administratives payées par la caisse	—	0,8	0,8
	(3,1) \$	(4,8) \$	(7,9) \$
<i>Autres</i>			
Cotisations de l'employeur	—	(0,4)	(0,4)
Cotisations des participants aux régimes	2,6	(2,6)	—
Prestations versées	(6,4)	6,4	—
	(3,8) \$	3,4 \$	(0,4) \$
Incidence du plafond de l'actif sur les capitaux propres	—	28,3	28,3
Passif (actif) au titre des prestations définies au 31 décembre 2025	124,8 \$	(139,9) \$	(15,1) \$

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

La variation du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 se présente comme suit :

	Passif au titre des prestations définies	Juste valeur des actifs des régimes	Passif (actif) net au titre des prestations définies
Passif (actif) au titre des prestations définies au 1 ^{er} janvier 2024	111,9 \$	(123,8) \$	(11,9) \$
<i>Incidence du plafond de l'actif de l'exercice précédent sur les capitaux propres</i>	— \$	(16,7) \$	(16,7) \$
<i>Comptabilisé dans le bénéfice net</i>			
Coût des services rendus au cours de la période	5,2	—	5,2
Coût des services passés	0,2	—	0,2
Charges administratives	—	0,7	0,7
Charges (produits) d'intérêts	5,3	(6,7)	(1,4)
	10,7 \$	(6,0) \$	4,7 \$
<i>Comptabilisé dans le montant net des capitaux propres</i>			
Perte actuarielle (gain actuariel) découlant de ce qui suit :			
Hypothèses financières	(1,0)	—	(1,0)
Ajustement lié à l'expérience	1,9	—	1,9
Rendement des actifs des régimes, exception faite des produits d'intérêts	—	(15,1)	(15,1)
Charges administratives payées par la caisse	—	0,4	0,4
	0,9 \$	(14,7) \$	(13,8) \$
<i>Autres</i>			
Cotisations de l'employeur	—	(2,9)	(2,9)
Cotisations des participants aux régimes	2,3	(2,3)	—
Prestations versées	(6,4)	6,4	—
	(4,1) \$	1,2 \$	(2,9) \$
Incidence du plafond de l'actif sur les capitaux propres	—	24,6	24,6
Passif (actif) au titre des prestations définies au 31 décembre 2024	119,4 \$	(135,4) \$	(16,0) \$

Les actifs des régimes comprennent ce qui suit :

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Titres de capitaux propres canadiens	42,5 \$	40,9 \$
Titres de capitaux propres étrangers	33,7	32,3
Actifs à revenu fixe	55,7	53,7
Autres	35,3	32,4
Trésorerie et placements à court terme	1,0	0,7
Total des actifs des régimes	168,2 \$	160,0 \$

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

Autres régimes d'avantages complémentaires de retraite

La Société offre d'autres avantages complémentaires de retraite, qui comprennent des prestations de santé complémentaires, des soins dentaires et une assurance-vie couvrant une partie des membres de son personnel au Canada. Le coût de ces avantages est financé principalement par les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

La variation du passif net au titre des autres avantages complémentaires de retraite nets pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 se présente comme suit :

	Passif au titre des prestations	Juste valeur des actifs des régimes	Passif net au titre des prestations
Passif au titre des prestations au 1 ^{er} janvier 2025	24,0 \$	— \$	24,0 \$
<i>Comptabilisé dans le bénéfice net</i>			
Coût des services rendus au cours de la période	0,3	—	0,3
Charges d'intérêts	1,1	—	1,1
	1,4 \$	— \$	1,4 \$
<i>Comptabilisé dans le montant net des capitaux propres</i>			
Gain actuariel découlant de ce qui suit :			
Hypothèses financières	(0,8)	—	(0,8)
	(0,8) \$	— \$	(0,8) \$
<i>Autres</i>			
Cotisations de l'employeur	—	(1,0)	(1,0)
Prestations versées	(1,0)	1,0	—
	(1,0) \$	— \$	(1,0) \$
Passif au titre des prestations au 31 décembre 2025	23,6 \$	— \$	23,6 \$

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

La variation du passif net au titre des autres avantages complémentaires de retraite pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 se présente comme suit :

	Passif au titre des prestations	Juste valeur des actifs des régimes	Passif net au titre des prestations
Passif au titre des prestations au 1 ^{er} janvier 2024	23,7 \$	— \$	23,7 \$
<i>Comptabilisé dans le bénéfice net</i>			
Coût des services rendus au cours de la période	0,3	—	0,3
Charges d'intérêts	1,1	—	1,1
	1,4 \$	— \$	1,4 \$
<i>Comptabilisé dans le montant net des capitaux propres</i>			
Gain actuariel découlant de ce qui suit :			
Hypothèses financières	(0,3)	—	(0,3)
	(0,3) \$	— \$	(0,3) \$
<i>Autres</i>			
Cotisations de l'employeur	—	(0,8)	(0,8)
Prestations versées	(0,8)	0,8	—
	(0,8) \$	— \$	(0,8) \$
Passif au titre des prestations au 31 décembre 2024	24,0 \$	— \$	24,0 \$

Hypothèses actuarielles

Le tableau qui suit représente la moyenne pondérée des principales hypothèses actuarielles utilisées dans le calcul des régimes à prestations définies et des autres régimes d'avantages complémentaires de retraite à la date de clôture.

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Taux d'actualisation	5,0 %	4,8 %
Augmentations de salaire futures	3,5 %	3,5 %
Taux tendanciel lié aux soins de santé (autres régimes d'avantages complémentaires de retraite)	5,5 %	5,6 %
<i>Longévité à l'âge de 65 ans pour les retraités actuels :</i>		
Hommes	22,2	22,1
Femmes	24,5	24,4
<i>Longévité à l'âge de 65 ans pour les membres actuels du personnel âgés de 45 ans :</i>		
Hommes	23,2	23,1
Femmes	25,5	25,3

Au 31 décembre 2025, la durée moyenne pondérée de l'obligation au titre des prestations définies était de 12,3 ans (12,5 ans au 31 décembre 2024).

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

Analyse de sensibilité

Des changements raisonnablement possibles à la date de clôture de l'une des hypothèses actuarielles pertinentes, les autres hypothèses demeurant constantes, auraient donné lieu à une augmentation (diminution) des obligations au titre des régimes à prestations définies et des autres régimes d'avantages complémentaires de retraite des montants indiqués ci-dessous.

Au 31 décembre 2025	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
Taux d'actualisation	(16,6) \$	20,5 \$
Augmentations de salaire futures	0,9 \$	(1,1) \$
Taux tendanciel lié aux soins de santé	3,0 \$	(2,4) \$
Taux de mortalité futurs	(0,3) \$	0,3 \$

20. Autres passifs

	Note	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Passifs financiers dérivés	22 b)	2,2 \$	— \$
Contrats déficitaires		16,7	3,5
Autres provisions		23,7	—
		42,6 \$	3,5 \$
Partie courante		19,2 \$	2,7 \$
Partie non courante		23,4 \$	0,8 \$

La majeure partie du montant inscrit sous « Autres » se rapportait aux provisions au titre des risques fiscaux liés aux périodes antérieures à l'acquisition des filiales acquises présentées à la note 5. Ces provisions sont fondées sur la meilleure estimation de la direction et sont revues à mesure que des informations supplémentaires deviennent disponibles.

Les valeurs comptables des contrats déficitaires et leurs variations se présentent comme suit :

	2025	2024
Au 1 ^{er} janvier 2025	3,5 \$	2,5 \$
Survenance au cours de l'exercice	15,4	1,9
Utilisation	(2,2)	(0,9)
Au 31 décembre 2025	16,7 \$	3,5 \$

21. Rémunération fondée sur des actions

La société offre des régimes de rémunération fondée sur des actions et réglée en instruments de capitaux propres et en trésorerie.

a) Régime de rémunération fondée sur des actions et réglée en instruments de capitaux propres

En 2021, la Société a établi un régime incitatif général à long terme (le « régime général »). Le régime général est un régime fondé sur des actions, aux termes duquel la Société obtient des services des administrateurs et des membres du personnel en contrepartie d'instruments de capitaux propres de la Société. La Société peut émettre des options sur actions, des unités d'actions différées (« UAD »), des unités d'actions incessibles (« UAI ») et des unités d'actions attribuées en fonction du rendement (« UAR ») aux termes des modalités du régime général et des conventions d'attribution connexes conclues aux termes de celui-ci.

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

La Société a également mis en place une convention de fiducie relative à des actions à l'intention des membres du personnel aux termes de laquelle les membres du personnel admissibles se voient attribuer des actions détenues dans une société de fiducie (les « actions détenues en fiducie »), lesquelles actions sont libérées lorsque les conditions prescrites sont remplies.

Options sur actions

La Société n'a attribué aucune option sur actions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025. Les options sur actions attribuées au cours d'exercices antérieurs ont des calendriers d'acquisition graduelle allant de 3 à 4 ans à compter de la date d'attribution. L'acquisition des droits est conditionnelle à la continuité d'emploi depuis la date d'attribution jusqu'à la date d'acquisition des droits. Les options sur actions ont une échéance maximale de 10 ans.

Les options sur actions sont évaluées à la juste valeur au moyen du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes à la date d'attribution et, par la suite, elles sont comptabilisées en charges sur la période d'acquisition des droits. Le montant comptabilisé en charges pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 était de 0,6 \$ (2,2 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024).

Le tableau ci-dessous présente la variation du nombre d'options sur actions en cours et du prix d'exercice moyen pondéré connexe.

	31 décembre 2025		31 décembre 2024	
	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde d'ouverture	7 616 195	11,79 \$	9 187 881	11,15 \$
Attribution	—	—	—	—
Renonciation	—	—	(80 156)	8,95
Exercice	(4 133 638)	12,08	(1 491 530)	7,98
Solde de clôture	3 482 557	11,45 \$	7 616 195	11,79 \$
Options sur actions exerçables	3 308 638	11,50 \$	7 177 377	11,82 \$

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, le cours moyen pondéré par action des options sur actions exercées s'est établi à 34,03 \$ (24,09 \$ au 31 décembre 2024).

L'information sur les options sur actions en cours et exerçables au 31 décembre 2025 se résume comme suit :

	Options en cours			Options exerçables	
Fourchette de prix d'exercice	Nombre d'options sur actions	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré
De 6,00 \$ à 11,55 \$	2 057 542	5,73	8,69 \$	1 901 623	8,61 \$
De 14,00 \$ à 18,00 \$	1 395 027	5,02	15,25	1 383 027	15,25
De 21,65 \$ à 26,88 \$	29 988	6,32	23,92	23 988	24,49
	3 482 557	5,45	11,45 \$	3 308 638	11,50 \$

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

L'information sur les options sur actions en cours et exerçables au 31 décembre 2024 se résume comme suit :

Fourchette de prix d'exercice	Options en cours			Options exerçables	
	Nombre d'options sur actions	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré
De 6,00 \$ à 11,55 \$	4 942 630	6,37	8,39 \$	4 614 124	8,30 \$
De 14,00 \$ à 18,00 \$	2 091 410	6,05	15,03	2 001 790	15,03
De 21,65 \$ à 30,00 \$	582 155	6,29	29,02	561 463	29,26
	7 616 195	6,28	11,79 \$	7 177 377	11,82 \$

Actions détenues en fiducie

Immédiatement avant le premier appel public à l'épargne réalisé en 2021, la Société a transféré du régime général un total de 547 292 options sur actions aux actions détenues en fiducie à l'intention de certains membres du personnel, et dont les droits sont acquis de la même façon que ceux des options sur actions d'origine. Aucune action détenue en fiducie supplémentaire n'a été attribuée par la suite. Le montant comptabilisé en charges pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 est de 0,1 \$ (0,2 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024).

Au 31 décembre 2025, toutes les actions détenues en fiducie dont les droits sont acquis avaient été distribuées aux membres du personnel

UAD

La Société offre des UAD aux administrateurs indépendants, leur donnant droit de recevoir la totalité ou une partie de leur rémunération annuelle sous forme d'UAD plutôt qu'en trésorerie à compter de 2022. Les droits rattachés aux UAD sont acquis immédiatement à l'attribution et sont réglés en instruments de capitaux propres, donnant droit au participant de recevoir une action ordinaire pour chaque UAD. Les UAD sont réglées à la cessation de service d'un administrateur. Le montant comptabilisé en charges pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 est de 1,5 \$ (1,4 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024). La juste valeur moyenne pondérée des UAD attribuées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'est établie à 29,16 \$ (16,50 \$ au 31 décembre 2024).

UAI et UAR

La Société attribue des UAI et des UAR aux membres du personnel admissibles. Les droits rattachés aux UAI sont acquis sur une période allant de 1 à 3 ans en tranches annuelles à compter de la date d'attribution. L'acquisition des droits est conditionnelle à la continuité d'emploi depuis la date d'attribution jusqu'à la date d'acquisition des droits. Les droits rattachés aux UAR sont acquis trois ans après la date d'attribution et sont conditionnels à la continuité d'emploi ainsi qu'à l'atteinte d'objectifs de performance. Le montant comptabilisé en charges pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 est de 10,6 \$ (6,6 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024). La juste valeur moyenne pondérée des UAI et des UAR attribuées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'est établie respectivement à 27,09 \$ et à 24,94 \$ (14,44 \$ et 14,12 \$, respectivement, au 31 décembre 2024).

Évolution des unités attribuées – Actions détenues en fiducie, UAD, UAI et UAR

Le tableau qui suit présente la variation des unités attribuées en cours au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 :

	Actions détenues en fiducie	UAD	UAI	UAR
Au 1 ^{er} janvier 2025	19 529	266 146	1 088 312	526 748
Attribution	—	38 983	517 714	166 905
Renonciation/annulation	—	—	(47 019)	(67 151)
Exercice/conversion	(19 529)	—	(560 420)	(75 715)
Au 31 décembre 2025	—	305 129	998 587	550 787

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

Le tableau qui suit présente la variation des unités attribuées en cours au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 :

	Actions détenues en fiducie	UAD	UAI	UAR
Au 1 ^{er} janvier 2024	79 383	215 163	1 126 871	452 777
Attribution	—	84 890	511 484	205 185
Renonciation/annulation	—	—	(118 554)	(131 214)
Exercice/conversion	(59 854)	(33 907)	(431 489)	—
Au 31 décembre 2024	19 529	266 146	1 088 312	526 748

b) Régime de rémunération fondée sur des actions et régie en trésorerie

En 2024, la Société a établi un régime d'achat d'actions à l'intention des membres du personnel (le « RAAE »). Le RAAE est un régime de paiements fondés sur des actions et réglés en trésorerie aux termes duquel les membres du personnel de la Société peuvent acquérir des actions ordinaires au moyen de retenues à la source régulière. Les cotisations salariales assorties de cotisations patronales équivalentes, jusqu'à concurrence de cinq mille dollars par année, sont limitées à une période de détention d'un an. Les cotisations du membre du personnel et celles de la Société sont remises à un administrateur indépendant du régime qui est responsable d'acheter les actions ordinaires sur le marché pour le compte du membre du personnel.

Le montant comptabilisé en charges pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'est établi à 4,9 \$ (2,0 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024).

22. Informations sur les instruments financiers et la juste valeur

a) Instruments financiers par catégorie :

Le classement des instruments financiers et leur valeur comptable se présente comme suit :

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
<i>Actifs (passifs) financiers évalués à la JVRN</i>		
Actifs financiers dérivés	22,0 \$	3,4 \$
Passifs financiers dérivés	(2,2)	—
Placement dans des titres de capitaux propres	17,7	13,2
<i>Actifs (passifs) financiers évalués au coût amorti</i>		
Trésorerie	152,0 \$	166,7 \$
Clients et autres débiteurs	145,3	75,9
Créances non facturées	187,5	250,1
Créditeurs et charges à payer	(391,4)	(248,7)
Dette à long terme	(272,0)	—

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

b) Juste valeur des instruments financiers

Le tableau ci-après présente les justes valeurs des instruments financiers ainsi que leurs niveaux dans la hiérarchie des justes valeurs. Il ne comprend pas les justes valeurs des instruments financiers évalués au coût amorti pour lesquels la valeur comptable constitue une estimation raisonnable de la juste valeur, qui comprennent la trésorerie, les clients et autres débiteurs, les créances non facturées, les créditeurs et charges à payer et les créditeurs non commerciaux.

	31 décembre 2025				31 décembre 2024			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs								
Instruments financiers dérivés	— \$	21,1 \$	0,9 \$	22,0 \$	— \$	3,4 \$	— \$	3,4 \$
Placement dans des titres de capitaux propres	7,9	9,8	—	17,7	3,5	9,7	—	13,2
Passifs								
Instruments financiers dérivés	0,1 \$	2,1 \$	— \$	2,2 \$	— \$	— \$	— \$	— \$
Dettes à long terme	—	280,0	—	280,0	—	—	—	—

Il n'y a eu aucun transfert entre les différents niveaux au cours de l'exercice.

Les instruments financiers dérivés de niveau 2 comprennent les dérivés de change incorporés dans les contrats générant des produits et les contrats d'achat. La Société détermine la juste valeur de ses instruments financiers dérivés en utilisant des estimations de la direction et des données d'entrée observables fondées sur le marché. La juste valeur des dérivés de change incorporés est déterminée en fonction des hypothèses de la direction concernant le montant et le calendrier des flux de trésorerie futurs estimés et des données d'entrée observables fondées sur le marché comme les taux de change au comptant et les taux à terme.

Les placements dans des titres de capitaux propres de niveau 2 comprennent une participation de 0,8 % dans une société fermée étrangère acquise en dollars américains. La Société détermine la juste valeur en fonction de la valeur par action de la même catégorie d'actions émises à des investisseurs en titres à revenu, car cette société en est encore à sa phase de croissance. Les estimations de la direction comprennent des hypothèses concernant le montant et le calendrier des flux de trésorerie futurs estimés, qui ne sont pas des données d'entrée observables fondées sur le marché. Les données d'entrée observables fondées sur le marché proviennent de tiers et comprennent les taux de change au comptant.

La dette à long terme de niveau 2 comprend la facilité de crédit de premier rang et les billets de premier rang non garantis dont il est question à la note 17. Sa juste valeur a été déterminée au moyen d'un modèle fondé sur la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs. Une estimation clé utilisée dans ce calcul est le taux de rendement sur le marché, qui est dérivé de données telles que l'écart de taux des obligations de sociétés et le taux sans risque.

La clause de remboursement des dérivés incorporés dans le cadre des billets de premier rang non garantis est classée comme un titre de niveau 3. La variation de la juste valeur sur cet instrument a été comptabilisée dans l'état consolidé du résultat global. Le rapprochement des évaluations de la juste valeur récurrentes classées au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur est présenté ci-dessous :

	Actif dérivé incorporé (niveau 3)
Au 1 ^{er} janvier 2025	— \$
Entrées	0,8
Profit latent comptabilisé dans l'état consolidé du résultat global	0,1
Au 31 décembre 2025	0,9 \$

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

Le tableau suivant présente les données d'entrée non observables importantes utilisées aux fins de l'évaluation de la juste valeur qui sont classées au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur, de même qu'une analyse de sensibilité quantitative au 31 décembre 2025.

Titre	Technique d'évaluation	Donnée d'entrée non observable importante	Donnée d'entrée	Montant
		Écart de taux		
Actif dérivé incorporé	Approche par le résultat – modèle d'obligation remboursable sur demande		31 décembre 2025 : 3,96 %	Au 31 décembre 2025 : une augmentation ou une diminution de 0,25 % de l'écart de taux entraînerait une diminution de la juste valeur de 0,2 \$ et une augmentation de la juste valeur de 0,3 \$, respectivement

c) Risque de taux d'intérêt

La Société était exposée au risque de taux d'intérêt découlant des fluctuations des taux d'intérêt sur son emprunt à taux variable aux termes de sa facilité de crédit renouvelable de premier rang.

La Société gère le risque de taux d'intérêt en surveillant la composition respective de son emprunt à taux fixe et à taux variable et en prenant les mesures nécessaires pour maintenir un juste équilibre compte tenu des conditions actuelles du marché.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, la Société avait trois swaps de taux d'intérêt, venant à échéance le 15 décembre 2027, visant à atténuer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt sur les emprunts aux termes de sa facilité renouvelable de premier rang. Aux termes des contrats de swap, la Société a payé des intérêts à un taux fixe de 3,46 % sur une tranche de 150,0 \$ et de 4,14 % sur une tranche de 75,0 \$ des emprunts, et a reçu des intérêts à un taux variable égal au taux CDOR à 3 mois pour chaque période de 90 jours. Au 31 décembre 2024, la Société avait remboursé la totalité de ses emprunts et résilié tous les swaps de taux d'intérêt connexes. Par suite de la décomptabilisation des couvertures, la Société a renversé tous les montants précédemment comptabilisés dans les autres éléments du résultat global de 5,7 \$, avant impôt, pour en arriver à un solde de la juste valeur de néant à la clôture dans l'état de la situation financière. Un montant total de 4,7 \$ a été payé en règlement de ces couvertures, comptabilisé dans les charges financières à l'état du résultat global. Au 31 décembre 2024, la Société n'avait aucun swap de taux d'intérêt, puisqu'aucun emprunt externe n'était visé par sa facilité de crédit renouvelable de premier rang.

Au 31 décembre 2025, une tranche de 30,0 \$ du total des emprunts était assujettie à des taux d'intérêt variables (néant au 31 décembre 2024). Compte tenu du total des emprunts en cours au 31 décembre 2025, une augmentation ou une diminution de 1,0 % du taux d'intérêt moyen sur nos emprunts aurait entraîné des variations négligeables du bénéfice avant impôt. L'incidence sur la charge d'intérêts future découlant des variations futures des taux d'intérêt dépendra en grande partie du montant brut de nos emprunts à ce moment.

d) Risque de crédit

La Société est exposée au risque de crédit découlant de la possibilité que des contreparties manquent à leurs obligations financières envers elle. Le risque de crédit auquel la Société est exposée découle essentiellement de ses clients et autres débiteurs et de ses créances non facturées.

L'exposition de la Société au risque de crédit par l'intermédiaire de ses créances est liée à un groupe diversifié de clients, dont les clients du secteur public et les clients commerciaux, qui sont répartis dans plusieurs régions géographiques et qui achètent une panoplie de produits et de services auprès de la Société. Par conséquent, cette exposition est atténuée puisque la concentration du risque est réduite. La date d'échéance de ces montants peut varier d'un accord à l'autre, mais, en général, les soldes impayés depuis plus de 90 jours sont considérés comme en souffrance.

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

La Société applique le modèle simplifié de comptabilisations des pertes de crédit attendues pour la durée de vie à l'égard de l'ensemble des créances clients, créances non facturées et autres débiteurs. Aux fins de la surveillance du risque de crédit, les clients sont regroupés en fonction de leurs caractéristiques de crédit, y compris la question de savoir si le programme du client est financé par une entité gouvernementale ou commerciale, les antécédents de crédit du client à l'égard de la Société et l'existence de difficultés financières passées ou actuelles. Les limites de crédit ou l'exposition maximale au risque de crédit relativement aux contrats générant des produits sont établies, approuvées et surveillées.

Le tableau qui suit présente l'évolution de la correction de valeur pour pertes de crédit sur les clients et autres débiteurs et les créances non facturées :

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Solde d'ouverture	(25,8) \$	(11,9) \$
(Provision) reprise de la provision pour pertes de crédit antérieure	17,2	(14,6)
Radiations	2,9	0,7
Solde de clôture	(5,7) \$	(25,8) \$

Le montant brut des clients et autres débiteurs présenté à la note 10 et le montant brut des créances non facturées présenté à la note 11 représentent leur exposition maximale respective au risque de crédit.

e) Risque de liquidité

Le risque de liquidité découle de la possibilité que la Société ne soit pas en mesure de s'acquitter de ses obligations contractuelles associées à ses engagements financiers à l'échéance. Les principales sources de liquidité de la Société sont les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et l'accès aux facilités de crédit. La Société a besoin de liquidités à court terme principalement pour financer le fonds de roulement, certaines liquidités étant nécessaires à moyen terme pour assurer le service et le remboursement de la dette, ainsi que pour investir dans des immobilisations corporelles et incorporelles et dans la recherche et le développement pour des initiatives de croissance. Les liquidités sont également utilisées pour financer d'autres initiatives stratégiques à long terme. La Société estime que ces principales sources de liquidité suffiront, dans un proche avenir, à maintenir sa capacité financière et à soutenir la croissance projetée et les activités de développement.

Le tableau qui suit présente les échéances des flux de trésorerie contractuels au titre des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2025 :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
<i>Passifs financiers non dérivés :</i>					
Fournisseurs et autres créditeurs	391,4 \$	391,4 \$	391,4 \$	— \$	— \$
Créditeurs non commerciaux	0,3	0,3	0,2	0,1	—
Obligations locatives	139,1	223,7	20,4	56,7	146,6
Dette à long terme	272,0	280,0	—	280,0	—
	802,8 \$	895,4 \$	412,0 \$	336,8 \$	146,6 \$
Instruments dérivés	2,2	2,2	1,2	1,0	—
	2,2 \$	2,2 \$	1,2 \$	1,0 \$	— \$
	805,0 \$	897,6 \$	413,2 \$	337,8 \$	146,6 \$

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

Le tableau qui suit présente les échéances des flux de trésorerie contractuels au titre des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2024 :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
<i>Passifs financiers non dérivés :</i>					
Fournisseurs et autres créditeurs	248,7 \$	248,7 \$	248,7 \$	— \$	— \$
Autres créditeurs	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1
Obligations locatives	136,8	234,0	16,1	65,1	152,8
	385,8 \$	483,0 \$	264,9 \$	65,2 \$	152,9 \$

f) Risque de change

La Société est exposée au risque de change sur les contrats de vente, les contrats d'achat ainsi que sur les soldes de trésorerie, des créances et des créditeurs libellés dans des monnaies autres que la monnaie fonctionnelle de l'entité adjudicatrice de la Société. Les monnaies dans lesquelles ces transactions sont principalement libellées sont le dollar américain (« \$ US ») et l'euro, le \$ US représentant l'exposition la plus importante. La Société est également exposée au risque de change sur l'actif net de ses établissements à l'étranger.

La Société atténue son risque de change en réduisant les non-concordances entre les monnaies de ses contrats générant des produits en monnaie étrangère et les contrats d'achat connexes afin de créer des couvertures économiques naturelles. La Société a également recours à des contrats de change à terme en complément de sa stratégie de couverture naturelle, au besoin, afin de réduire davantage l'exposition découlant des flux de trésorerie libellés en monnaie étrangère attendus. La durée des contrats de change à terme varie de moins d'un mois à plusieurs années. Au 31 décembre 2025, la Société avait des contrats de change à terme visant la vente de 90,0 \$ US, venant à échéance dans moins d'un an. Les contrats à terme sont assortis d'une fourchette de taux de change allant de 1,3692 à 1,3669. Une perte de 0,1 \$ a été comptabilisée à l'état du résultat global au poste « Profit latent sur les instruments financiers ». La Société ne conclut pas de contrats de change à terme à des fins de négociation ou de spéculation et ne dispose d'aucune couverture admissible à des fins comptables.

23. Participations dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

Le tableau qui suit présente une ventilation de toutes les participations dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence :

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Participation dans Maritime Launch Services Inc.	10,0	—
Participation dans Jet Talk Limited	1,3	—
	11,3 \$	— \$

Le 3 novembre 2025, la Société a fait un investissement de 10,0 \$ dans Maritime Launch Services Inc. (« Maritime Launch »). La Société détient moins de 20 % des participations et des droits de vote, mais elle a déterminé qu'elle exerce une influence notable en raison de sa représentation significative au conseil d'administration de l'entreprise associée. Par conséquent, la participation dans Maritime Launch est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence conformément à l'IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* (l'« IAS 28 »). Le résultat global total proportionnel à la participation de la Société depuis l'acquisition et jusqu'au 31 décembre 2025 est négligeable.

La Société a acquis une participation dans la coentreprise Jet Talk Limited (« Jet Talk ») dans le cadre de l'acquisition de SatixFy, décrite à la note 5. La Société détient une participation de 51 %, mais elle n'exerce aucune influence unilatérale sur l'ensemble des activités les plus pertinentes de l'entité émettrice et, par conséquent, elle n'exerce aucun contrôle sur l'entreprise détenue. Par conséquent, la participation dans Jet Talk est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence conformément à l'IAS 28. Il n'y a aucun montant du résultat global total à comptabiliser à compter de la date d'acquisition de SatixFy.

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

24. Gestion du capital

La Société définit son capital comme étant la somme de la dette à long terme et des capitaux propres. Les principaux objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont de procurer un rendement approprié aux actionnaires, de préserver le fonds de roulement au terme du cycle d'exploitation annuel, de disposer des ressources financières nécessaires pour assurer la croissance de ses activités afin de répondre à la demande des clients à long terme et de se conformer aux clauses restrictives de nature financière des facilités de crédit.

La Société a pour stratégie de gérer sa structure du capital en utilisant ses accords d'emprunt pour obtenir des facilités de crédit d'exploitation à l'appui de son fonds de roulement et de ses dépenses d'investissement prévues. Au besoin, la société accède aux marchés financiers pour mobiliser du financement par capitaux propres. Au 31 décembre 2025, en plus des capitaux propres, la Société disposait également de liquidités disponibles de 669,3 \$ aux termes de sa facilité de crédit renouvelable, déduction faite des lettres de crédit en cours (693,2 \$ au 31 décembre 2024). La Société évalue périodiquement le caractère adéquat de sa structure du capital et de sa capacité et apporte des ajustements suivant le contexte dicté par sa stratégie, la conjoncture économique et les caractéristiques de risque des activités.

La performance de la Société par rapport à ses engagements financiers est analysée plus en détail à la note 17. Tout au long de l'exercice clos le 31 décembre 2025, la Société s'est conformée aux clauses restrictives de nature financière de ses facilités de crédit.

25. Capital social

a) Autorisé

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale. Chaque action ordinaire confère au porteur inscrit un droit de vote aux assemblées des actionnaires et le droit de participer aux dividendes s'ils sont déclarés.

b) Émises et en circulation

	Nombre d'actions ordinaires	Montant
Au 1 ^{er} janvier 2024	119 514 919	956,1 \$
Conversion des attributions fondées sur des actions en actions ordinaires	2 016 780	19,7
Au 31 décembre 2024	121 531 699	975,8 \$
Conversion des attributions fondées sur des actions en actions ordinaires	20 a) 4 789 302	66,9
Au 31 décembre 2025	126 321 001	1 042,7 \$

Toutes les actions ordinaires émises sont entièrement libérées.

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

26. Impôt sur le résultat

a) Charge d'impôt sur le résultat

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
<i>Charge d'impôt exigible</i>		
Au cours de la période	56,6 \$	23,7 \$
Changement d'estimation pour les périodes antérieures	2,1	(2,8)
	58,7 \$	20,9 \$
<i>Charge d'impôt différé</i>		
Naissance et renversement de différences temporaires	(13,2)	9,3
Changement d'estimation pour les périodes antérieures	(4,1)	10,7
Variation des différences temporaires déductibles non comptabilisées	2,5	(0,3)
	(14,8) \$	10,70 \$
Charge d'impôt sur le résultat	43,9 \$	31,6 \$

b) Impôt sur le résultat comptabilisé dans les autres éléments du résultat global

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Solde d'ouverture	(9,2) \$	(7,0) \$
Charge d'impôt sur le résultat à la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies	(1,6)	(1,8)
Autres	—	(0,4)
Solde de clôture	(10,8) \$	(9,2) \$

c) Rapprochement du taux d'imposition

Le tableau qui suit présente un rapprochement entre l'impôt sur le résultat aux taux d'impôt prévus par la loi et la charge d'impôt sur le résultat réelle :

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Taux d'impôt fédéral et provincial prévu par la loi au Canada	26,5 %	26,5 %
 Charge d'impôt sur le résultat aux taux prévus par la loi	 40,4 \$	 29,4 \$
Bénéfices assujettis à d'autres taux	1,3	0,5
Variations des actifs d'impôt différé non comptabilisés	2,5	2,8
Rémunération fondée sur des actions	0,9	0,8
Changement d'estimation pour les périodes antérieures	(2,0)	(1,1)
Autres, y compris les différences permanentes	0,8	(0,8)
	43,9 \$	31,6 \$

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

d) Actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés

Au 31 décembre 2025, les actifs et passifs d'impôt différé étaient attribuables à ce qui suit :

	Actifs	Passifs	Montant net
Créances non facturées et passifs sur contrat	— \$	11,5 \$	(11,5) \$
Immobilisations corporelles	1,0	23,7	(22,7)
Immobilisations incorporelles	—	161,8	(161,8)
Crédits d'impôt à l'investissement	30,0	92,1	(62,1)
Fournisseurs et autres créiteurs	5,6	—	5,6
Avantages du personnel	10,6	2,2	8,4
Report en avant de pertes fiscales	4,8	—	4,8
Autres éléments, y compris les frais de financement	6,0	2,4	3,6
Actifs (passifs) d'impôt	58,0 \$	293,7 \$	(235,7) \$
Compensation d'impôt	(48,0)	(48,0)	—
Actifs (passifs) d'impôt, montant net	10,0 \$	245,7 \$	(235,7) \$

Au 31 décembre 2024, les actifs et passifs d'impôt différé étaient attribuables à ce qui suit :

	Actifs	Passifs	Montant net
Créances non facturées et passifs sur contrat	— \$	15,8 \$	(15,8) \$
Immobilisations corporelles	2,2	22,9	(20,7)
Immobilisations incorporelles	—	125,1	(125,1)
Crédits d'impôt à l'investissement	27,8	56,1	(28,3)
Fournisseurs et autres créiteurs	0,9	—	0,9
Avantages du personnel	8,5	—	8,5
Report en avant de pertes fiscales	5,9	—	5,9
Autres éléments, y compris les frais de financement	3,8	4,7	(0,9)
Actifs (passifs) d'impôt	49,1 \$	224,6 \$	(175,5) \$
Compensation d'impôt	(39,2)	(39,2)	—
Actifs (passifs) d'impôt, montant net	9,9 \$	185,4 \$	(175,5) \$

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

e) Actifs d'impôt différé non comptabilisés

Aucun actif d'impôt différé n'avait été comptabilisé au titre des pertes fiscales de 223,7 \$ au 31 décembre 2025 (55,1 \$ au 31 décembre 2024). Ces pertes fiscales n'ont aucune date d'échéance. Au 31 décembre 2025, la Société n'avait pas d'actifs d'impôt différé non comptabilisés au titre des pertes en capital (2,7 \$ au 31 décembre 2024).

f) Variations de l'impôt différé

Les variations de l'impôt différé pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 se présentent comme suit :

	Au 1 ^{er} janvier 2025	Comptabilisé dans le bénéfice net de l'exercice	Comptabilisé dans les AÉRG	Comptabilisé dans les capitaux propres au cours de l'exercice	Comptabilisé dans le cadre du regroupement d'entreprises	Au 31 décembre 2025
Créances non facturées et passifs sur contrat	(15,8) \$	4,3 \$	— \$	— \$	— \$	(11,5) \$
Immobilisations corporelles	(20,7)	(2,0)	—	—	—	(22,7)
Immobilisations incorporelles	(125,1)	38,0	—	—	(74,7)	(161,8)
Crédits d'impôt à l'investissement	(28,3)	(33,8)	—	—	—	(62,1)
Fournisseurs et autres créiteurs	0,9	4,7	—	—	—	5,6
Avantages du personnel	8,5	(0,6)	(1,6)	2,1	—	8,4
Report en avant de pertes fiscales	5,9	(1,1)	—	—	—	4,8
Autres éléments, y compris les frais de financement	(0,9)	5,3	—	(0,8)	—	3,6
	(175,5) \$	14,8 \$	(1,6) \$	1,3 \$	(74,7) \$	(235,7) \$

Les variations de l'impôt différé pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 se présentent comme suit :

	Au 1 ^{er} janvier 2024	Comptabilisé dans le bénéfice net de l'exercice	Comptabilisé dans les capitaux propres au cours de l'exercice	Comptabilisé dans le goodwill au cours de l'exercice	Au 31 décembre 2024
Créances non facturées et passifs sur contrat	(11,1) \$	(4,7) \$	— \$	— \$	(15,8) \$
Immobilisations corporelles	(18,4)	(2,3)	—	—	(20,7)
Immobilisations incorporelles et goodwill	(131,3)	6,2	—	—	(125,1)
Crédits d'impôt à l'investissement	(34,6)	6,3	—	—	(28,3)
Fournisseurs et autres créiteurs	2,1	(1,2)	—	—	0,9
Avantages du personnel	5,2	0,9	(1,8)	4,2	8,5
Report en avant de pertes fiscales	20,4	(14,5)	—	—	5,9
Autres éléments, y compris les frais de financement	1,8	(1,4)	(0,5)	(0,8)	(0,9)
	(165,9) \$	(10,7) \$	(2,3) \$	3,4 \$	(175,5) \$

Au 31 décembre 2025, la Société n'avait aucune différence temporaire imposable liée aux participations dans des filiales.

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

27. Résultat par action

Le tableau qui suit présente les données liées au bénéfice net et aux actions ayant servi au calcul du résultat de base et dilué par action :

	Exercice clos le 31 décembre 2025	Exercice clos le 31 décembre 2024
Bénéfice net	108,5 \$	79,4 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base	124 247 299	120 088 519
<i>Ajustements pour :</i>		
Options sur actions des membres du personnel	3 502 488	3 712 059
Actions détenues en fiducie	19 529	358 327
UAD	285 327	219 742
UAI et UAR	1 656 998	1 670 395
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué	129 711 641	126 049 042
Résultat de base par action	0,87 \$	0,66 \$
Résultat dilué par action	0,84	0,63

Au 31 décembre 2025, aucun élément significative (aucun élément significatif au 31 décembre 2024) n'était exclu du calcul du nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires parce que leur effet aurait été antidilutif.

28. Aide publique

a) Crédits d'impôt à l'investissement

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, la Société a comptabilisé des crédits d'impôt à l'investissement au titre de ses activités canadiennes de 44,9 \$ (42,6 \$ au 31 décembre 2024) à titre de réduction du coût des matières premières, de la main-d'œuvre et des sous-traitants, ainsi que des frais de recherche et de développement, montant net, à l'état consolidé du résultat global. De plus, la Société a comptabilisé un montant de 5,1 \$ (11,3 \$ au 31 décembre 2024) à titre de déduction de la valeur comptable des actifs connexes à l'état consolidé de la situation financière. De ces montants comptabilisés, une tranche de 11,1 \$ (16,1 \$ au 31 décembre 2024) se rapporte à des charges engagées au cours d'exercices antérieurs.

Au 31 décembre 2025, la Société disposait de crédits d'impôt à l'investissement d'environ 189,4 \$ (179,9 \$ au 31 décembre 2024) qui peuvent être portés en diminution des impôts futurs à payer aux gouvernements provinciaux et fédéral canadiens et qui expirent entre 2030 et 2045. Les crédits d'impôt à l'investissement ne sont comptabilisés dans les états financiers consolidés que lorsque les critères de comptabilisation ont été remplis, comme il est décrit à la note 3 q).

b) Avantages économiques à long terme de la subvention de la province d'Ontario (la « subvention de l'Ontario ») :

La subvention de l'Ontario a été accordée à la Société en mars 2022 par le ministre du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce afin d'encourager les investissements en Ontario, ce qui favorisera la croissance économique de l'Ontario. En vertu de cette convention de subvention, le gouvernement de l'Ontario financera 24,74 % des dépenses admissibles, jusqu'à concurrence de 25,0 \$, à condition que la Société investisse un minimum de 101,0 \$ dans des dépenses admissibles au titre du projet. La Société utilisera le financement reçu dans le cadre de la subvention pour la construction de son centre de contrôle et d'excellence à Brampton, en Ontario, ainsi que pour le développement de technologies exclusives. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, la Société n'a comptabilisé aucun recouvrement (0,6 \$ au titre du coût des produits et 4,1 \$ au titre des actifs à long terme au 31 décembre 2024). La Société a reçu un produit de 4,0 \$ lié à cette subvention pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (8,1 \$ au 31 décembre 2024).

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

c) Prêt transformable en subvention d'Investissement Québec (le « prêt d'IQ ») :

En février 2025, la Société a conclu une convention définitive avec Investissement Québec relativement au prêt d'IQ. Le prêt transformable en subvention, d'un montant maximal de 75,0 \$, vise à appuyer les projets d'infrastructure et l'élargissement des capacités de développement aux fins de la conception et de la production de satellites dans les installations de la Société au Québec. Le prêt sera transformable en subvention si certaines exigences liées principalement à l'approvisionnement et à l'embauche au Québec pour ces projets sont respectées. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, la Société a comptabilisé des recouvrements de 18,5 \$ au titre du coût des produits, de 3,2 \$ au titre des frais de recherche et de développement, montant net, et de 51,5 \$ au titre des actifs à long terme. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, la Société a reçu un produit de 43,5 \$ en lien avec le prêt d'IQ.

29. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

Le tableau qui suit présente les variations des actifs et passifs d'exploitation :

	Exercice clos le 31 décembre 2025	Exercice clos le 31 décembre 2024
Clients et autres débiteurs	(31,9) \$	95,7 \$
Créances non facturées	86,5	(89,0)
Stocks	(12,5)	(1,5)
Charges payées d'avance et avances aux fournisseurs	17,7	(94,5)
Autres actifs	(17,2)	(2,0)
Fournisseurs et autres créditeurs	50,9	43,0
Passifs sur contrat	26,0	684,4
Avantages du personnel	19,1	6,1
Autres passifs	15,7	(5,7)
	154,3 \$	636,5 \$

30. Transactions entre parties liées

Les parties liées de la Société sont ses principaux dirigeants. En 2024, la Société a révisé son évaluation des principaux dirigeants. Par conséquent, les principaux dirigeants se composent de dirigeants qui relèvent directement du chef de la direction de la Société et de son conseil d'administration.

Les transactions entre parties liées de la Société comprennent la charge de rémunération engagée relativement à ses principaux dirigeants, comme il est résumé ci-dessous :

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Avantages à court terme et postérieurs à l'emploi	10,7 \$	9,2 \$
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	6,0	5,3
Total de la rémunération des principaux dirigeants	16,7 \$	14,5 \$

MDA Space Ltd.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

(les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les attributions fondées sur des actions et les montants par action)

31. Éventualités et engagements

- a) Au 31 décembre 2025, la Société s'était engagée, en vertu d'accords juridiquement exécutoires, à acheter des immobilisations corporelles et incorporelles de 94,6 \$ en 2026 et de 1,0 \$ par la suite.
- b) La Société conclut des accords dans le cours normal de ses activités avec des revendeurs et d'autres parties. La plupart de ces accords obligent la Société à indemniser l'autre partie contre les réclamations de tiers alléguant que l'un de ses produits porte atteinte à un brevet, à un droit d'auteur, à une marque de commerce, à un secret commercial ou à tout autre droit de propriété intellectuelle, ou les détourne. Certains de ces accords exigent que la Société indemnise l'autre partie contre les réclamations relatives aux dommages matériels, aux lésions corporelles ou aux actes ou aux omissions de la Société, des membres de son personnel, de ses agents ou de ses représentants.
- c) Il est arrivé à l'occasion que la Société octroie à ses clients des garanties à l'égard de la performance de ses systèmes. La Société évalue et estime les pertes potentielles découlant d'une telle indemnisation en fonction de la probabilité que l'événement futur se produise. À ce jour, la Société n'a engagé aucun coût important en raison de ces obligations et n'a comptabilisé aucun passif lié à ces indemnisations et garanties dans les états financiers consolidés.
- d) La Société a conclu des accords de coopération industrielle, parfois appelés accords de compensation, à titre de condition à la conclusion de contrats pour ses produits et services. Ces accords sont conçus pour restituer une valeur économique au pays désigné et peuvent être exécutés par des activités qui ne nécessitent pas de paiement direct en trésorerie, notamment par le transfert de technologies ou par la prestation de services de fabrication, de formation, de création d'emplois ou d'autres services-conseils dans le cadre de projets nationaux. Ces accords peuvent prévoir des pénalités en cas de non-exécution par la Société conformément aux exigences de compensation. La Société n'a encore jamais été tenue de verser de telles pénalités.
- e) La Société est partie à d'autres procédures judiciaires et de réclamations qui peuvent survenir dans le cadre normal de ses activités à titre de demandeur ou de défendeur. Elle analyse toutes les procédures juridiques de même que les allégations qui sont formulées. L'issue de l'une ou l'autre de ces autres poursuites, que ce soit individuellement ou collectivement, ne devrait pas avoir de conséquences défavorables significatives sur la situation financière, les résultats d'exploitation ou les liquidités de la société.
- f) La Société a été avisée d'une requête qui a été déposée à la Cour supérieure de justice de l'Ontario le 17 novembre 2025 afin d'obtenir l'autorisation d'un recours collectif envisagé contre la Société, son chef de la direction, son chef des finances et son conseil d'administration. Les allégations contenues dans la requête ont trait à l'annonce par la Société de la résiliation du contrat de constellation avec EchoStar en septembre 2025 et à la résiliation subséquente de ce contrat, ainsi qu'à la vente d'actions par certains initiés après l'annonce du contrat et avant sa résiliation. Les demandeurs réclament des dommages-intérêts pour fausses déclarations en vertu de la loi estimés à 225 millions de dollars, des dommages-intérêts punitifs de 25 millions de dollars et des dommages-intérêts contre certains initiés pour délit d'initié estimés à 90 millions de dollars. La Société est d'avis que toutes les allégations qui ont été faites dans la requête sont sans fondement. Les demandes de dommages et intérêts n'ont pas non plus été étayées. La Société a l'intention de se défendre vigoureusement et d'assurer la défense des défendeurs individuels. En raison des incertitudes inhérentes aux litiges, il n'est pas possible de prédire l'issue de ce recours collectif envisagé ni de déterminer le montant des pertes potentielles, le cas échéant.